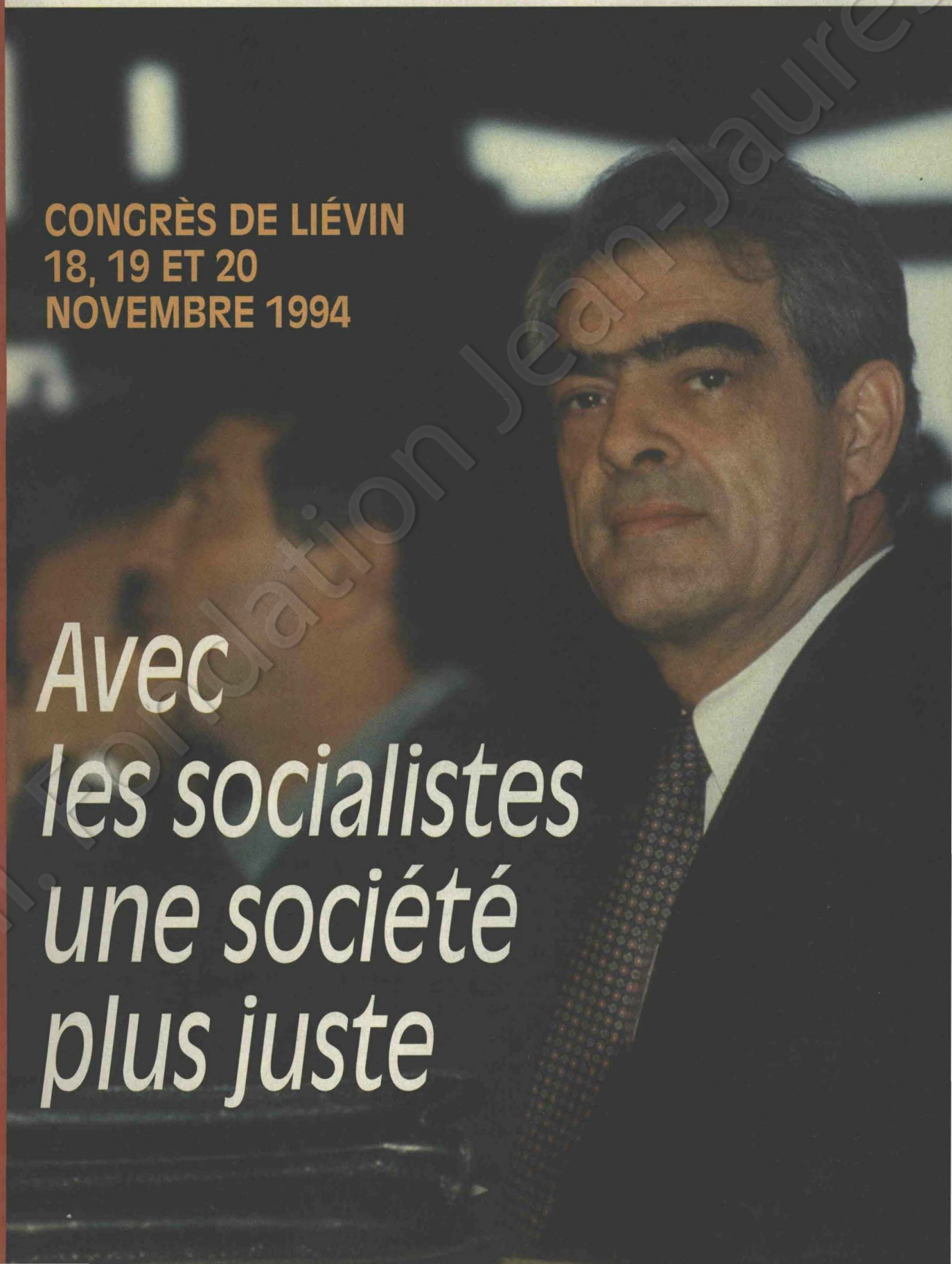
Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes

9 décembre 1994

numéro spécial congrès

CONGRÈS DE LIÉVIN
18, 19 ET 20
NOVEMBRE 1994



Avec les socialistes une société plus juste

n° 239
10 F
ISSN 0995-0583

Fondation Jean-Jaurès

SOMMAIRE

Vendredi

Bienvenue ■ p. 3
Accueil et salut aux délégations étrangères ■ p. 4
Table ronde L'Algérie ■ p. 5
Le débat social ■ p. 8

Samedi

"Si près du congrès" François Mitterrand à Liévin ■ p. 11
Débat général ■ p. 14
Résultats des votes ■ p. 24

Dimanche

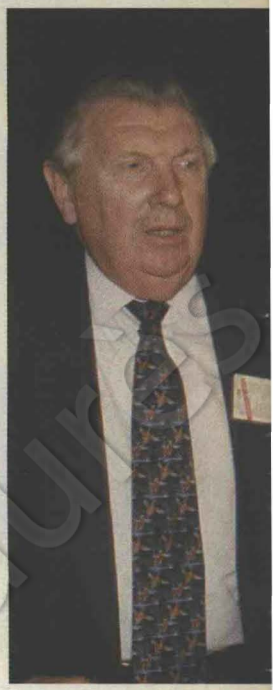
"La promesse de Liévin" Conclusion d'Henri Emmanuelli ■ p. 26

Vendredi
10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07
Tél. : 45 56 78 61
Fax : 45 51 47 03
Télex : 200 174
Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

Directeur de la Publication : Jean-Luc Mélenchon
Secrétaires de Rédaction : Monique Bartholomeus (77.92) Vanda Gervasio (78.58)
Photo : Pascal Lebrun (78.53)
Abonnements - Petites Annonces : Marie-Lou Le Bras (78.57) Sabine Sebah (78.56)
Secrétariat : Odile Fée (78 61) Binh Vu Trong (78.46)
Publicité : J.-J. Gastebois 45 56 78 09, Franck Accart 45 56 79 03 Fax : 45 56 79 40
Fabrication : *Maquette :* Christine Lavinger (78.92), Sandrine Girard (78.92)
Impression : Productions graphiques européennes
Photogravure : Passport
Routage : Inter-routage - Aubervilliers
"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2.000
Ce numéro a été tiré à 120.000 exemplaires

La logique de Liévin

BIENVENUE



De gauche à droite
Roland Huguet, Jean-Pierre Kucheida, Marie-Christine Blandin, Daniel Percheron, Henri Emmanuelli.

Il y eut d'abord le 19 juin, voici maintenant presque six mois. Le Parti socialiste, défait aux législatives, était -malgré son succès aux cantonales- malmené dans l'opinion et sévèrement battu aux européennes. Ailleurs, en dehors de lui, d'autres faisaient entendre la voix qui avait été la sienne. La défense des libertés, la revendication de la justice sociale, ce besoin d'un "peu de meilleur" pour lequel s'étaient battus Jaurès et Blum, pour lequel des millions d'hommes et de femmes, en 1981 et en 1988, avaient choisi la gauche et François Mitterrand, s'estompaient lentement dans son discours.

C'est pourquoi je vous ai proposé un sursaut politique. C'est probablement pourquoi vous l'avez accepté. Au delà du "coup de barre à gauche", à laquelle elle fut parfois hâtivement ramenée, cette démarche avait un double but : favoriser la clarification de nos idées sans laquelle nous perdions notre identité, notre originalité et donc notre raison d'exister, remettre le Parti en ordre de marche, lui redonner cette énergie, cette volonté qu'exigent la confrontation électorale et le service des valeurs auxquelles nous croyons.

Mes propositions, je ne vous les ai pas cachées. Elles tenaient dans une contribution que j'ai signée seul. Elles étaient développées dans la motion "Etre socialiste". Autour d'elle se sont rassemblés tous ceux qui se reconnaissent en un socialisme moderne, sans utopie, mais pas sans espoir, débarrassé de ses complexes, de ses remords et de ses regrets. Elles se prolongeront dans notre manifeste municipal, dans notre programme législatif et dans la plate-forme présidentielle.

Faire oublier au parti son nombrilisme, son goût immodéré pour l'opium des médias et ses querelles de boutiquier qui le déconsidèrent depuis Rennes, nécessitait une autre thérapie. Après avoir rencontré près de 20.000 militants, après être allé dans toutes les fédérations, le congrès de Liévin m'a apporté la confirmation que nous recommencions à comprendre, unis par les mêmes valeurs, que la cohésion et le débat pouvaient être compatibles, qu'il pouvait exister un "axe de renouveau" et un "pôle rénovateur", que Lionel Jospin, Laurent Fabius, Jean-Luc Mélenchon et Martine Aubry pouvaient se succéder à une tribune et que cela était bien, qu'il valait mieux parler de l'exclusion et de l'Algérie que se disputer les prébendes du pouvoir, que le parti pouvait à la fois avoir un programme sincère et un candidat crédible et prendre ainsi davantage le pari de l'intelligence que le risque du grand écart.

Pour mettre en œuvre cette politique, notre conseil national du 2 décembre a élu une direction que je souhaitais plus jeune, plus homogène que les précédentes et faisant une place plus grande aux femmes. Elle doit maintenant se mettre au travail et se préparer à des échéances qui ne seront pas uniquement celles du calendrier électoral.

Henri Emmanuelli

© Fonds Jean-Jaurès



Les séances inaugurales tournent parfois aux "figures imposées". Pouvait-il en être autrement à Liévin ? Certainement et il ne fallut pas plus de quelques minutes pour comprendre que la ferveur et l'appel au rassemblement d'un Daniel Percheron inspiré, l'émotion de Jean-Pierre Kuchéida parlant des victimes de la mine, le souvenir de la tradition socialiste qu'évoquait Roland Huguet ou cette voix différente qui, avec Marie Christine Blandin, faisait rimer parfois socialisme et écologisme, étaient autant de gages d'un Congrès qui voulait être un succès.

DANIEL PERCHERON

Premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais

Chers camarades, nous vous attendions depuis longtemps, depuis toujours, bien sûr, depuis 1971 évidemment."

"De la pêche à la mine, de la sidérurgie au textile et des quotas laitiers aux difficultés et aux contraintes de l'Europe, nous savons ce que veut dire la fin d'une époque et le début d'une autre. Parce que c'est l'intérêt vital des populations qui nous ont toujours fait confiance même quand elles doutent. Nous les entendons, nous les comprenons, nous les accompagnons. Nous n'aurions jamais pu le faire sans les chances de la décentralisation. Nous ne serions plus un grand département, nous ne serions plus une grande fédération socialiste !

Mais nous ne sommes pas arrogants, le Parti socialiste n'est pas un parti sans partage. Nous avons choisi d'élire la seule présidente écologiste d'une région d'Europe et nous ne le regrettons pas !

JEAN-PIERRE KUCHEIDA

Maire de Liévin

Demain nous communierons au pied du chevalement de St-Amé, devant ce modeste monument qui rappelle aux passants le sacrifice de quarante-deux mineurs, les derniers de Liévin, en 1974. Nous le ferons avec François Mitterrand.

La mine, le socialisme et la ville ne font qu'un, ici, à Liévin. La mine est dure avec l'homme, elle n'a jamais enrichi, a toujours fait souffrir, a souvent tué. Les premiers syndicats apparaissent ici, ainsi que la première caisse de secours qui est en quelque sorte l'anticipation de la sécurité sociale, née dans cette ville, il y a juste cent ans. La Grande Guerre ne nous épargnera pas. Mais les mineurs se retrouvent peu à peu et reconstruisent ce bassin minier saboté par les Allemands. Ils s'engageront à nouveau dans le combat contre le fascisme, seront résistants, fusillés ou déportés. Après la deuxième guerre mondiale, Liévin renaît : il faut produire, et vite, le charbon nécessaire à la nation. Les socialistes tiendront dans les grèves insurrectionnelles de quarante-sept et quarante-huit et seront le rempart de la démocratie.

En 1963, la droite décide la récession, les mineurs se révoltent, c'est la grande grève. De Gaulle doit plier, mais le bassin minier entre en agonie pour trente ans.

En 1974, Liévin, se réveille atterrée : le dernier puits ne rendra pas quarante-deux mineurs. La fin de la mine n'est cependant pas la fin de la ville : Henri Darras, mon prédécesseur, commence l'œuvre de transformation.

Liévin sort de sa gangue et prépare son avenir, malgré un retard colossal dû aux compagnies, aux Charbonnages, malgré les gouvernements de droite qui n'apportèrent jamais les moyens de la mutation industrielle indispensable.

ROLAND HUGUET

Président du conseil général du Pas-de-Calais

Cinquième département de France, c'est celui qui a apporté 64,57 % des suffrages à François Mitterrand en1988. En choisissant Liévin, Henri Emmanuelli savait qu'il s'agissait aussi d'une rencontre avec un Parti socialiste vivant, riche de ses 14.000 militants, géré depuis plus de vingt ans par notre secrétaire fédéral, Daniel Percheron, qui a su fertiliser ce terreau socialiste".

MARIE-CHRISTINE BLANDIN

Présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais

Notre région a toujours anticipé : pionnière dans le textile ou l'extraction du charbon, elle le fut aussi dans les luttes sociales. C'est en 1891, à Fourmies, que le 1er mai fut sanglant. Après la deuxième guerre mondiale vient l'euphorie de la croissance, celle qui exploita les hommes et l'environnement sans se préoccuper des générations futures. Il en reste une population adulte peu formée, des logements ouvriers vétustes, des friches à requalifier, des canaux aux vases toxiques, un entrelac d'autoroutes, des centaines de milliers de chômeurs et beaucoup de jeunes prêts à tout pour échapper au présent. Les gens, pendant trente ans, ont joué le jeu, accepté les cadences, la mobilité pour l'emploi, la formation pour la performance, la pollution des milieux pour la compétitivité. Mais aujourd'hui le contrat social est rompu. Et pendant ce temps, Balladur endort les Français avec une stratégie redoutable : laisser faire un Pasqua qui rogne les libertés tout en popularisant les arguments du FN, préparer un "après 94" de plomb, en vendant la culture au domaine marchand, en sonnant le retour de l'ordre moral et de la censure, en livrant l'équilibre social à la compétitivité forcenée, les derniers paysans aux agriculteurs managers, les derniers commerçants aux hypermarchés, les plus belles vallées aux entrepreneurs, l'Afrique au marché mondial, et le nucléaire des pays de l'Est à EDF.

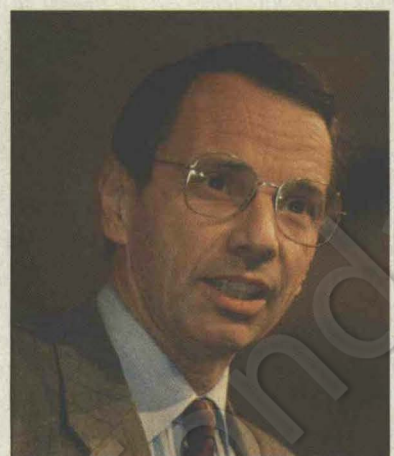
Nous ne vivons pas la fin du monde, mais la fin d'un monde. Il faut négocier le virage d'une nouvelle société en frottant nos principes à la réalité en mouvement du terrain. Depuis deux ans et demi, en région Nord-Pas-de-Calais, l'exécutif vert et rose prend le risque d'initier de nouvelles pratiques et de mettre au débat des questions centrales. Nous animons depuis quatre mois une importante réflexion collective : les Assises régionales pour l'emploi et le travail. Il y a aussi un plan "lycée" d'un milliard par an, deux fois plus d'actions culturelles que dans les autres régions, des initiatives fortes sur la santé, des actions pour le logement des plus défavorisés, la valorisation des transports collectifs. Hier, l'un d'entre vous signait la déclaration d'utilité publique de l'autoroute A16.

Aujourd'hui, élus régionaux verts et roses votent contre l'autoroute A1 bis, et consacrent 725 MF sur cinq ans à la requalification du train express régional.

Aujourd'hui, beaucoup nous demandent : l'expérience est-elle reproductible ? Je sais que nos différences nous ont enrichis. Nous devrions donc nous retrouver. Je vous souhaite un excellent travail à Liévin.

Cinq ans après la chute du mur de Berlin, la politique extérieure n'est plus ce qu'elle était. J'ai bien dit "politique extérieure" et non pas "politique étrangère", car je crois qu'il n'est plus d'action que nous conduisions à l'intérieur de notre pays dont nous puissions ignorer les répercussions extérieures. Symètriquement je crois qu'il n'existe plus de problème posé à la société française dont la solution ne dépende pour partie également de la situation extérieure. Sans doute avons-nous sous-estimé les nouvelles difficultés apparues sur les ruines du communisme. Aujourd'hui ce sont de nouveaux principes de politique extérieure qu'il nous faut définir. Pour cela, je parlerai d'un pays auquel nous avons décidé de porter, cet après-midi, une attention particulière, que nous avons voulu mettre au cœur de nos réflexions. Je veux parler de l'Algérie.

De nouveaux principes de politique extérieure



Le premier principe, c'est simplement le refus d'accepter toute modification de frontière acquise par la force. En Afrique comme en Europe, et je pense tout spécialement à la Bosnie-Herzégovine.

Le deuxième principe, c'est la défense des droits des minorités.

Nous avons toujours été convaincus, à l'intérieur et à l'extérieur de notre pays que, sans la reconnaissance des identités et en particulier des identités minoritaires, les explosions et les guerres civiles étaient inévitables.

Le troisième principe de notre politique extérieure, c'est la défense des droits de l'homme et je voudrais commencer par dire quelques mots du Rwanda.

Tout le monde sait que le génocide, préparé et organisé par les autorités Rwandaises, visait d'abord la population tutsi, mais beaucoup trop ignorent qu'il visait aussi les démocrates du Rwanda. Y compris les démocrates hutus qui se battaient pour un changement de régime et qui, simplement, voulaient que la démocratie s'instaure aussi dans leur pays. Le Parti socialiste français a soutenu l'opération "Turquoise".

Notre quatrième principe, c'est le soutien au développement, car nous pensons qu'il n'y a pas de démocratie durable si le développement ne va pas de pair pour la satisfaction des besoins fondamentaux.

Cinquième principe, renforcer le rôle de l'Organisation des nations unies, lui donner une possibilité accrue non seulement de dire le droit international, mais de le faire respecter si nécessaire.

Enfin, à travers l'exemple d'Haïti, j'en arrive à mon dernier principe : je souhaite que, le plus rapidement possible, l'ONU puisse être dotée de troupes propres, de troupes à sa disposition. Dans ce domaine, si l'on veut équilibrer un peu la pesanteur américaine sur l'Organisation des nations unies, il n'y a qu'une seule organisation qui puisse le faire, c'est l'Union européenne, qui doit être le contrepoids nécessaire à ce qui devient aujourd'hui l'unique puissance mondiale.

En son sein nous voulons également le renforcement du Parti des socialistes européens dont nous sommes membres.

> “Nous avons toujours été convaincus, à l'intérieur et à l'extérieur de notre pays que, sans la reconnaissance des identités et en particulier des identités minoritaires, les explosions et les guerres civiles étaient inévitables.”

L'Algérie, si proche...

Il y a quarante ans, à quelques jours près, les plus anciens ici s'en souviennent, éclatait le début de ce qui pour les uns sera appelé une rébellion et pour les autres une libération.

Le premier novembre 1954, neuf hommes commandant quelques dizaines d'autres lançaient à la fois une rébellion et une libération et mettaient en circuit un manifeste dont je vous cite un extrait car il sera, je crois, utile à notre débat de tout à l'heure : "notre but, l'indépendance nationale par la restauration de l'Etat algérien souverain démocratique et social, dans le cadre des principes islamiques".

Avec le recul, comme ces quelques lignes sont importantes ! Dans l'hexagone, la plupart tout d'abord n'ont pas compris ce qui se passait le 1er novembre 1954.

Pourtant, vous le savez bien, ce qui s'est appelé d'abord "événements d'Algérie" a marqué et continue de marquer très profondément notre pays.

Il y a ceux qui sont partis en Algérie, plus de 3 millions de Français. Il y a ceux qui sont revenus, les pieds noirs. Il y a les Harkis. Il y a des Algériens qui ont combattu dans l'armée de Libération nationale et qui sont venus travailler chez nous.

Et puis, il y a leurs enfants, qui parfois aujourd'hui ne savent même pas s'ils sont Français ou Algériens, et comment le sauraient-ils avec ces lois Pasqua qu'il nous faudra changer aussitôt que nous serons à nouveau au pouvoir !

Notre position sur l'Algérie, vous la connaissez, je la résumerai en quatre points rapides.

1. nous ne croyons pas à une solution militaire.

2. le choix, n'en déplaise à Charles Pasqua, n'est pas entre le régime actuel et l'intégrisme. Nous disons, avec force, qu'il y a, dans ce pays, non pas deux protagonistes mais trois. Le troisième étant le pôle démocratique algérien.

3. il nous faut donc pousser au dialogue.

4. l'Union européenne peut peser pour faire en sorte qu'une légitimité démocratique soit rétablie en Algérie.

Fonds Jaurès

L'Algérie

TABLE RONDE

Animée par Claude Estier, Pervenche Berès et Gérard Fuchs, elle a réuni quatre intellectuels : Mme Meriam Derkaoui, juriste, M. Ahmed Rouadjia, historien, M. Benjamin Stora, historien et universitaire, et Mme Tessadit Yassine, sociologue. Extraits de leurs interventions.

AHMED ROUADJIA
L'état de l'opinion algérienne

Vous connaissez les opinions des partis étatiques, tel le FLN, des partis démocratiques comme le FFS, le RCD et le Mouvement Ettahaddia... Mais que disent les masses algériennes ?

Les Algériens déplorent et condamnent l'interruption du processus électoral. Cela ne signifie pas que le peuple algérien soit pour l'intégrisme ou le fascisme, c'est tout simplement qu'il a voulu le changement.

Depuis 1962, l'idéologie totalitaire du FLN a verrouillé tous les espaces de liberté et n'a laissé au peuple algérien que la mosquée et le bistrot... L'islam a été exalté, glorifié, et utilisé lors des congrès successifs du FLN, dans un système social et politique dans lequel sont incluses toutes les clientèles de ce pouvoir, y compris les militaires. C'est cet ensemble qui a imposé en Algérie un régime très dur. Régime qui a généré des inégalités sociales et aussi l'incurie, l'incompétence...

Le mouvement islamiste est considéré comme porteur de revendications sociales. Comme il n'y a pas d'autres pensées et idéologies alternatives, les masses s'en remettent au discours religieux car il traduit et exprime les attentes non satisfaites de la population... Il est à la portée de tout le monde et, surtout, ce qui séduit la population algérienne, c'est qu'il parle d'équité, de justice sociale, qui n'ont jamais existé en Algérie.

La population ne connaît pas les idéologies qui sont propres à l'Occident, tels fascisme et intégrisme. L'intégrisme n'existe pas dans le vocabulaire populaire arabe. Dans la pratique de l'islam, il existe un fondamentalisme, mais celui-ci, n'est pas toujours pour autant porteur de violence. La violence n'est pas l'apanage des islamistes. La violence, nous la rencontrons dans le système institutionnel et politique de l'Algérie indépendante. Les islamistes ne font que reprendre les méthodes et les approches de leurs adversaires militaires et politiques...

A l'heure actuelle, la population algérienne cherche le dialogue pour retrouver la paix... Elle a tendance à se réfugier dans la légalité. Elle estime que les islamistes ont remporté la victoire. Nous aurions dû faire un petit bout de chemin avec eux et voir ce qu'ils feraient par la suite...

La démocratie et les démocrates : qu'est-ce que cela veut dire dans les conditions actuelles de l'Algérie, dans un Etat qui n'a jamais pratiqué la démocratie,

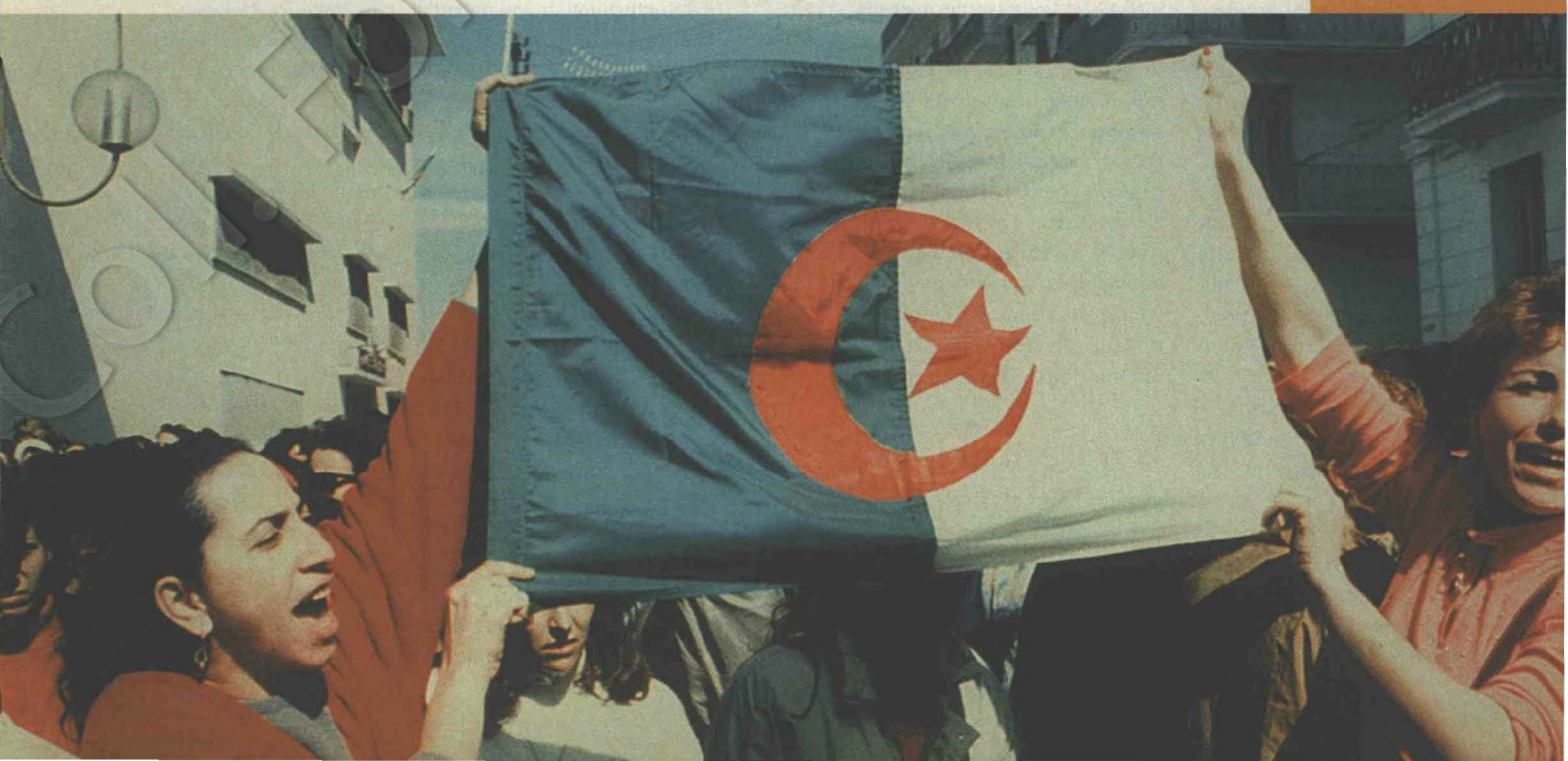
> “ L'islam a été exalté, glorifié et utilisé lors des congrès successifs du FLN. ”
>
> **Ahmed Rouadjia**

Tous les socialistes, et particulièrement ceux dont je suis, par l'âge, qui depuis des décennies ont vécu de près des événements algériens, sont aujourd'hui angoissés devant ce qui se passe dans ce pays, si proche de nous par la géographie, par l'histoire, par la culture, par tant de liens affectifs.

On nous dit parfois que nous n'avons pas à intervenir dans les affaires intérieures de l'Algérie.

Je crois, au contraire, comme vous tous, j'en suis persuadé, que nous avons, un certain devoir d'ingérence. Je crois que nous ne pouvons pas rester silencieux et que nous devons témoigner notre solidarité avec les démocrates algériens, hommes et femmes, qui luttent avec tant de courage, au risque quotidien de leur vie".

Claude Estier



> Comprendre la revendication berbère c'est revenir sur le passé récent et lointain de l'Afrique du Nord et du bassin méditerranéen.
> **Tassadit Yacine**



qui a toujours assimilé la démocratie occidentale à un système bourgeois d'exploitation de l'homme par l'homme ? ...
Les gens qui se disent démocrates n'ont pas d'antécédents, n'ont pas de modèles de référence dans le passé auxquels se référer. Ils ont été projetés sans transition d'un système de parti unique à un système pluraliste qui a avorté.
Comment peut-on construire un système démocratique et exiger l'éradication d'une bonne partie de la population algérienne sous prétexte qu'elle a versé dans l'intégrisme ?"

TASSADIT YACINE
La revendication berbère

Comprendre aujourd'hui la revendication berbère, c'est en fait revenir sur le passé récent et lointain de l'Afrique du Nord et du bassin méditerranéen. Aussi est-il difficile de cerner cette question qui se cristallise autour de la seule langue alors qu'il s'agit d'un tout, c'est-à-dire de la perception de l'histoire d'un peuple, à travers les âges ; c'est la négation d'une dimension essentielle de la personnalité du Maghrébin, dans la mesure où elle constitue le socle de son identité.
Si le pouvoir central algérien, pour ne citer que cet exemple, s'est cantonné dans une vision réductrice simpliste de l'histoire et de l'anthropologie de son peuple, c'est parce qu'au fond, cela convenait à sa conception de la politique.
C'est de cette situation que va hériter la jeunesse des années 80. Avec les manifestations d'avril 80 à Tizi-Ouzou, on va revenir une fois de plus sur cette question, à dessein puisque la reconnaissance de la langue berbère ne pouvait pas se réaliser sans une liberté d'expression qui est elle-même liée à un pluralisme politique.
Le mouvement culturel berbère conçu, dès les années 80, dans son principe, comme une mouvance culturelle, aura donc à faire face d'une part, aux contradictions du système, et d'autre part, à des aspirations démocratiques de sa base...

MERIAM DERKAOUI
La situation de la femme

Je situerai les problèmes aussi bien durant le système de parti unique du FLN que depuis ces deux dernières années où nous vivons une situation de terreur et de désarroi.
Au nom de l'ordre moral et religieux, les intégristes, comme le FLN hier, ont d'abord refusé à la femme algérienne la citoyenneté et les droits attachés à ce statut. Aujourd'hui, son existence en tant qu'être humain est menacée.
Le Code de la famille, promulgué en 1984 par l'Assemblée populaire nationale du FLN, établit nettement l'infériorité sociale de la femme et sa soumission. Ainsi, l'exigence formulée en mars 1994, par les intégristes, relative au port du voile, est une conséquence directe de la série de concessions faites par le pouvoir sur la question de la femme, notamment dans les années 80, aboutissant à une violation des droits élémentaires.
Vous le savez, une combativité exemplaire a toujours animé la femme algérienne. Faisant fi des textes, de tous les textes infâmes, elle a lutté au quotidien pour occuper la place qui aurait été la sienne dans un Etat de droit, et c'est ce paradoxe entre son statut de mineure et son combat en tant que mère, en tant que médecin, journaliste, enseignante ou étudiante, qui est porteur d'espoir.

> C'est le paradoxe entre le statut de mineure de la femme et son combat en tant que citoyenne qui est porteur d'espoir
> **Meriam Derkaoui**

> Il n'y a pas simplement que des problèmes de solidarité par rapport à la souffrance mais bien des divergences entre différentes formations politiques
> **Benjamin Stora**

BENJAMIN STORA
Ne pas ajouter de la guerre à la guerre

L'Algérie est entrée dans une crise multidimensionnelle, à la fois économique et sociale, qui tient en particulier au fait de la déstructuration de son potentiel industriel et agricole (elle importe pratiquement 70 % de ses besoins alimentaires), de la démographie et d'une crise politique et identitaire puisque l'Algérie était effectivement plurielle. Une Algérie qui tentait notamment de se réapproprier à la fois son histoire, sa mémoire, notamment à partir du Printemps berbère de 1980.
Il n'y a pas simplement que des problèmes de solidarité par rapport à la souffrance et la violence, mais il y a bien des divergences et des appréciations posées entre différentes forces, différentes formations politiques. Donc, nous ne pouvons pas renvoyer à une altérité globale, indifférenciée, et parler de l'Algérie comme d'un bloc homogène avec, d'un côté une société qui souffre et, de l'autre, des barbus, des intégristes qui l'agressent. C'est un peu plus compliqué que cela. Il y a des forces politiques qui sont pour le dialogue politique, pour trouver des formes de compromis, pour avancer sur la voie de la paix civile, et il y a des forces politiques qui sont pour la guerre civile, qui sont contre le dialogue et qui refusent politiquement ce dialogue.
Comme parti politique, le Parti socialiste devrait réfléchir à cette question car la solidarité ne peut pas simplement se faire sur des bases qui seraient celles d'une ingérence humanitaire ou de problèmes humanitaires. Il faut revenir au politique, savoir pourquoi l'Algérie est aujourd'hui en situation de préguerre civile...
Je conclurai en disant que lorsque la guerre d'indépendance algérienne a eu lieu, il existait effectivement une bataille terrible entre l'armée française et le FLN, et nous n'avons pas suffisamment prêté attention, à l'époque, à ceux qui essayaient de faire entendre des sons différents en France ; je pense en

LA DÉMOCRATIE POUR CHASSER LES MONSTRES



CONCLUSION

HENRI EMMANUELLI

particulier à ceux qui ont été assassinés par l'OAS le 15 mars 1962 : Max Marchand, Mouloud Feraoun et leurs compagnons qui, précisément, tentaient de tracer une autre voie pour l'Algérie.

Eh bien, ne recommençons pas politiquement la même erreur d'appréciation et d'analyse. Entre l'armée et les groupes armés islamiques, il existe une autre voie politique pour l'Algérie, mais cette voie politique, démocratique, ne peut se faire et se construire que par l'établissement d'un dialogue entre tous les partis politiques concernés. Sinon, nous ajouterons de la guerre à la guerre."

C'est une histoire ancienne que celle des relations entre la gauche française et l'Algérie.

L'histoire de la lutte contre le colonialisme sous toutes ses formes, qu'il soit autoritaire ou paternaliste ; pour l'indépendance et le respect de la dignité d'un peuple à qui la République française n'avait pas reconnu les droits fondamentaux qui forment pourtant sa devise.

L'histoire de la volonté de millions de femmes et d'hommes, d'agir, des deux côtés de la Méditerranée, pour la paix, la liberté, l'égalité et la fraternité et contre une guerre à laquelle ont participé plus de citoyens français qu'il n'y eut de soldats américains au Viêt-Nam ; jeunes gens envoyés, "là-bas", risquer leur vie pour une cause qui n'était pas la leur, et auxquels la société française a mis tant de temps à reconnaître leurs droits.

C'est cette histoire, mes chers camarades, que nous continuons aujourd'hui, sur les mêmes objectifs, aux côtés des démocrates algériens et de notre ami Hocine Aït Ahmed auquel je tiens à rendre, avec vous, un hommage tout particulier.

Car c'est bien de démocratie dont il est question.

Démocratie aujourd'hui noyée dans une véritable guerre civile et pour laquelle nous ne devons ménager aucun effort.

Démocratie que la droite française n'a jamais voulu admettre pour le peuple algérien. Ni, bien sûr, pendant la période de colonisation, ni encore aujourd'hui où elle feint de croire, à l'image de M. Pasqua, qu'il n'existe pas d'autre alternative que celle qui oppose la dictature des militaires à celle des islamistes, version musulmane du sabre et du goupillon.

Quant à nous, avec nos amis algériens, c'est cela, c'est cette fausse alternative que nous refusons.

Antonio Gramsci, qui n'appartient pas à notre famille de pensée, a dit un jour, dans un autre contexte : "L'ancien se meurt, le nouveau ne parvient pas à voir le jour, dans ce clair-obscur surgissent les monstres". Je crois que l'on pourrait parfaitement adapter ce propos à la situation actuelle de l'Algérie.

Agissons donc pour que le nouveau, la démocratie, parvienne à voir le jour et fasse définitivement oublier les monstres qui pointent leur nez, ou leur barbe, sur les ruines de "l'ancien", la dictature du parti unique et des militaires.

C'est, j'en suis persuadé, par le dialogue le plus large que tous ceux qui aspirent à la démocratie et refusent l'intolérance, offriront au peuple algérien cette "troisième voie" sur laquelle nous fondons tous nos espoirs.

Et nous, socialistes français, me demanderez-vous, que devons-nous faire ?

Notamment, être présents le 3 décembre dans les rues de Paris pour soutenir le combat de nos amis algériens.

Démontrer aussi, sans relâche, notre attachement aux valeurs de la démocratie ; auprès de l'ensemble des Français et peut être plus particulièrement de ces jeunes citoyens originaires de pays du Maghreb dont les regards sont tournés vers le drame qui est en train de se jouer de l'autre côté de la Méditerranée.

N'acceptons pas, ici non plus, que les politiques des conservateurs et des intégristes se nourrissent mutuellement ; que la chasse au faciès, le rejet et le racisme suscitent des frustrations dont profiteraient les ennemis de la démocratie.

Refusons les atteintes aux principes de notre Etat républicain et les provocations des milieux intégristes.

Défendons les principes d'une intégration laïque et républicaine.

Faisons vivre le modèle démocratique qui n'est ni français ni algérien mais tout simplement universel et permet aux femmes et aux hommes de s'honorer du titre de citoyen.



Le meilleur chemin c'est la victoire !

Pierre Mauroy

Dans les tous premiers mois de ce siècle, lors du célèbre débat sur "les deux méthodes" qui, à Lille, l'opposait à Jules Guesde, Jean Jaurès concluait en disant : "Quels que soient les dissentiments, quelles que soient les difficultés, quelles que soient les polémiques d'un jour, entre socialistes, on se retrouve".

Nous aussi, nous avons connu des difficultés et des dissentiments. Nous aussi, aujourd'hui, on se retrouve pour servir les intérêts de notre parti, défendre nos valeurs et faire gagner la gauche.

Le socialisme est né au siècle dernier dans la révolte de ceux qui n'acceptaient pas un ordre naturel fait de misère et d'exploitation. Et il est bien naturel que non seulement nous n'oubliions pas ces racines mais davantage encore, que nous les honorions. Demain seront rassemblés la mine, symbole de nos combats, et le président de la République, symbole de nos victoires, et nous en sommes très fiers et très heureux.

La permanence de nos combats est notre devoir et notre honneur.

Combat pour la paix, bien sûr, en Afrique du Sud, en Irlande du Nord ou au Proche-Orient.

Combat pour la démocratie et la solidarité.

Les raisons pour lesquelles nous combattons et les objectifs que nous poursuivons restent donc identiques. Et pourtant la social-démocratie change profondément. Elle était essentiellement européenne. Elle est devenue réellement universelle.

Elle était absente de l'Asie. Elle dirige maintenant le gouvernement au Pakistan, au Népal et au Japon. Elle était faible en Afrique. Elle tient maintenant sa place.

J'ajoute enfin que j'ai ce privilège de présider une organisation dont le problème n'est pas de conserver ses adhérents mais d'accueillir la soixantaine de partis qui en ont fait la demande !

En Amérique latine, des mouvements de guérillas ont déposé les armes et nous ont rejoints. En Europe de l'Est, ceux que l'on appelle encore des anciens communistes nous rejoignent également.

Partout où elle a su s'adapter, la social-démocratie a progressé.

Tous ces défis sont ceux de la social-démocratie dans le monde. Ce sont également ceux du socialisme en France.

Nous sommes rassemblés. Nous portons des valeurs qui correspondent aux aspirations des Français.

Et nous comptons dans nos propres rangs un homme qui a participé à tous nos combats depuis 1974 et assure une responsabilité majeure dans la construction de l'Europe.

Si Jacques Delors ne peut apporter sa réponse aux questions qui lui sont posées aujourd'hui -et je le comprends- notre parti peut en revanche dans ce congrès, dès maintenant, exprimer fortement ce qu'il souhaite -et je ne doute pas qu'il le fera.

"Servir au mieux les intérêts de notre parti" disait donc Jean Jaurès. Eh bien, je ne connais pas de meilleur chemin que la victoire ! Et même si, dans la situation qui est la nôtre, le chemin est difficile, le chemin existe.



DÉBAT

Le social au cœur de notre action

La direction du parti unanime avait souhaité un débat permettant d'aborder les problèmes de protection sociale et d'exclusion, à l'occasion de notre congrès de Liévin. Cette rencontre s'est déroulée dans la matinée du samedi 19 novembre ; elle a été consacrée à ce sujet explosif, devant et avec une assistance nombreuse, attentive, intéressée et disponible, convaincue de la nécessité de parler clair dans ce domaine. On peut dire aujourd'hui que ce fut là une première réussie, avec le concours des secrétaires et responsables nationaux chargés des entreprises, des affaires sociales, de l'insertion et de la ville, mais aussi d'intervenants extérieurs.

Notre parti a pleinement conscience du caractère explosif de la situation sociale actuelle. Soucieux de partir des réalités sociales pour mieux les changer, il entend affirmer sa présence voire son omniprésence sur ce terrain, conformément à sa tradition, mais aussi et surtout pour donner un sens à son avenir collectif. Ainsi, nous devons, nous socialistes, nous placer au cœur de la réalité sociale et de ses enjeux. Le retour du social est en marche, il frappe à la porte. Au terme d'une décennie d'économisme triomphant, le social occupe désormais toutes les pensées et tous les esprits ; le débat social est engagé.

Il n'y aura donc pas de victoire politique -indispensable pour faire pièce au projet social conservateur de la droite- sans positionnement clair sur l'ensemble du champ social, sans pratique cohérente de terrain, sans réflexion, sans prospective capable de donner un sens à notre constat et à nos dénonciations. Notre projet politique sera social et de manière détaillée, ou bien il n'interessera pas les Français.

Amorcer une réflexion collective tous ensemble, à l'ocassion de ce congrès de Liévin, à partir de ce que nous sommes et sans rejeter notre bilan pour autant, pour aller plus loin, tel était le premier pari de notre démarche.

Mettre les militants dans le coup, adresser un message à tous ceux qui sont disposés à s'investir dans les fédérations, les sections, les groupes d'experts, les divers réseaux de sympathisants, constituait le deuxième objectif.

Démontrer que nous sommes capables et prêts, sans complexe

> « Pour le parc HLM, le niveau d'autofinancement des loyers, de 10% en 1992, passera à 0% en l'an 2000. Nous n'avons pas à jouer ceux qui ont deux Smic contre ceux qui ont moins d'un Smic. »
>
> **Luc Legras**
> **directeur de l'OPAC HLM du Pas-de-Calais**

MARIE-NOELLE LIENEMANN

Bâtir la République sociale

La lutte contre l'exclusion ne peut faire office de projet politique en lieu et place du combat séculaire de la gauche pour la justice sociale, pour le droit et l'égalité. Alors gardons le cap, car aujourd'hui la lutte contre l'exclusion sert trop souvent d'alibi à la remise en cause de droits acquis et à l'universalité des prestations, au démantèlement de notre protection sociale, du contrat de travail et du salariat lui-même. La politique de M. Balladur est révélatrice de ces menaces et d'une hypocrisie dangereuse.

On nous dit qu'aux Etats-Unis, la performance auraient fait reculer le chômage. Certes, mais il y a 18 % des salariés qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Salariés, mais exclus ! C'est pourquoi ceux qui se battent contre les baisses de salaires, ceux qui exigent que les salaires soient justement rétribués, ne sont pas des égoïstes qui oublient les exclus : ils concourent au progrès collectif, seule façon de faire reculer l'exclusion. Certains nous disent qu'il faut privilégier l'équité et que l'égalité serait devenue archaïque. Prenons garde. L'équité est définie par ceux qui dominent et l'inégalité, si elle est supportable pour les puissants, pourra être décidée équitable pour tous !

Au contraire de ceux qui veulent brader les valeurs de la République, nous, les socialistes, construisons, au lieu d'une vague solidarité caritative, une République sociale.

ni arrogance, à discuter et à travailler avec les associations, les entreprises d'insertion, les organisations syndicales, les responsables mutualistes, bref toutes les forces vives engagées sur le terrain social, voilà le troisième mobile de notre initiative. Quitte à être interpelés voire contredits. L'essentiel réside en un dialogue permanent et nourri, seul susceptible de déceler des convergences, des thèmes d'action, une volonté de renouveau.

Par là même nous devons nous attacher à redevenir pleinement, en dépit ou peut être à cause des malentendus et des déceptions accumulés au cours de ces dernières années, le parti du salariat, d'un salariat conscient de sa force et, au delà, de tous ceux qui souffrent de la crise, de l'injustice, de l'exclusion ; qui vivent tous les jours les conséquences concrètes d'une logique libérale, dure envers les faibles et si avenante à l'endroit des puissants. Nous devons fédérer les intérêts et les aspirations de tous ceux qui ont été marginalisés, malmenés broyés par la crise : avec un premier impératif. Les réintégrer dans le jeu social, dont l'emploi salarié représente le préalable, à défaut duquel tous nos discours perdraient leur signification ; les remettre dans le jeu social à l'aide d'une dynamique redistributrice, réintégratrice, et non caritative et faussement compassée.

Le fondement de notre action ne peut se borner à la correction à la marge d'injustices criantes par le biais d'une sollicitation et d'une culpabilisation des salariés. Bien au contraire. Il doit se traduire par une volonté redistributive des revenus, beaucoup plus vaste, visant à réinsérer dans le salariat tous ceux qui en ont été exclus. Il faut que, dans notre société, l'emploi salarié redevienne la norme et cesse ainsi d'être désigné comme une chance ou pire comme un privilège. Sur ce thème nous devons être résolument offensifs, en rupture franche avec le discours de certains zélateurs du libéralisme social tempéré.

Ainsi nous pourrons réaffirmer notre critique, de la logique libérale. Cette logique qui produit l'échec économique au profit de la réussite financière de quelques uns. La cohésion sociale et l'unité de notre société sont désormais atteintes -tous les intervenants l'ont souligné. Il nous incombe de proposer aux Français un contrat social fondé sur les valeurs fondamentales que sont justice, solidarité et redistribution. Celles de notre engagement. Cette exigence doit désormais constituer le pivot de notre message politique à l'adresse des Français.

> « Nous demandons un régime universel financé, outre les salaires, par les revenus des capitaux immobiliers et les revenus fonciers. Nous proposons que soient créés un Parlement social et un Conseil supérieur de la santé. »
>
> **André Arnaudy, représentant de la fédération nationale de la Mutualité française**

Ne plus dépouiller les pauvres pour vêtir les nus

Nous récusons le devoir de simple équité, tel qu'il nous est suggéré aujourd'hui d'Alain Minc à Raymond Barre -cette sorte de service minimum pour gens installés et satisfaits de l'être- pour proposer, sans remord et sans regret, celui de solidarité, solidarité entre générations et couches sociales, au nom de la justice et de l'égalité. L'égalité des chances, l'égalité des droits, l'égalité devant la formation, devant les risques de l'existence et de la vie.

Réorganiser la société avec pour matrice et pour ambition la justice sociale, nous place en opposition à la "logique du tout marché", logique contraire à l'intérêt général. Finalement inopérante quant à l'éfficacité économique elle même.

Notre projet politique repose par conséquent sur une volonté de transformation sociale progressive dans et par la démocratie. Il faut une nouvelle donne sociale pour sortir de l'ornière -et d'abord du drame de la pauvreté. On ne peut plus se contenter de solliciter la charité de ceux qui n'ont rien à donner, et rien à partager, pour le compte des exclus du partage, de l'emploi et de la participation à la vie commune.

Cette nouvelle donne doit être à la mesure des lésions et du désastre social, placés sous nos yeux. L'état de lieux brossé lors du congrès de Liévin révèle en effet une situation virtuellement explosive.



MICHEL DEBOUT

La loi quinquennale c'est la déflation salariale, la précarité et la flexibilité avec une remise en cause de pans entier du droit du travail : chez Varta, on propose aux salariés une baisse de salaire comprise entre 14 et 24 % ou la porte.

Chez IBM, on invite les salariés, par courrier recommandé, à une réduction volontaire de salaires de plus de 7 %.

Chez Dandy, 124 salariés sont menacés de licenciement parce qu'ils n'acceptent pas une baisse de leur salaire de 6 % assortie d'une augmentation des cadences.

C'est l'annualisation du temps de travail.

C'est le travail le dimanche dans les grandes surfaces, avec, pour les salariés, le choix insupportable entre la porte de la maison ou la porte du magasin.

C'est le développement du temps partiel notamment pour les femmes, temps partiel imposé par l'employeur et non choisi par l'employé.

C'est la remise en cause du droit syndical dans les PME/PMI alors que plus de 50 % des salariés en France travaillent dans de telles entreprises.

Qui peut croire que réduire le droit syndical créera des emplois !

Le PS est pleinement dans son rôle quand il s'oppose avec détermination à cette vision libérale de la politique socio-économique qui prétend lutter contre l'exclusion en imposant aux salariés sacrifice et régression.

Au bord de l'explosion

Notre pays compte quatre à cinq cent mille sans domicile fixe, et des millions de mal-logés.

Notre pays recense 3.350.000 chômeurs, niveau historique, dont 1.200.000 de plus d'un an et 170.000 de plus de trois ans.

Notre pays dénombre plus de 8% de la population active occupée, en situation intérimaire et précaire tandis que près de 50% des salariés se considèrent comme peu ou prou menacés dans leur avenir professionnel, à brève ou moyenne échéance.

Notre pays enregistre plus de 800.000 allocataires du RMI et près de 1,5 million de bénéficiaires, si l'on intègre les entourages immédiats ; 12 millions de personnes vivent exclusivement des divers minima sociaux (RMI, FNS, allocations familiales etc...)

Notre pays se situe au 3e rang mondial au plan des dépenses de santé, et au 15e à celui des remboursements ; à telle enseigne que nous connaissons, cette année, un taux de couverture maladie de 72%.

Notre protection sociale, avec plus de 160 milliards de déficit prévisible sur les exercices 93, 94, 95, se trouve en grand danger. Une logique de privatisation rampante est à l'œuvre, tant dans le domaine de la santé que



JEAN-CLAUDE BOULARD

D'abord, que ceux qui rêvent de fonds de pension aillent lire la presse britannique qui est peuplée d'articles à la recherche des fonds de pension disparus en liaison avec la liquidation des entreprises !

On nous présente également l'Allemagne comme référence, évidemment sans rappeler que plus de la moitié des salariés allemands ne sont pas couverts par des fonds de pension, parce que la plupart des PME allemandes sont incapables de dégager suffisamment d'épargne pour les financer.

Enfin et surtout, il y aurait quelque paradoxe, au moment où l'on décroche progressivement le système de financement de la protection sociale de la seule base de l'entreprise, à réintroduire cette base de l'entreprise pour le financement des retraites !

Il nous appartiendra donc, pendant la campagne présidentielle, de confirmer avec vigueur notre hostilité à l'introduction de toute forme de capitalisation dans le financement de nos systèmes de retraite.

Mais en même temps que nous affirmerons cette hostilité, il faudra probablement engager les voies d'une harmonisation de nos systèmes de retraite par répartition.

dans celui des retraites, pour lesquelles les assureurs privés suggèrent le miroir aux alouettes de la capitalisation monopoly. Si nous n'y prenons pas garde, le pourrissement de la situation tacitement accepté par la droite risque d'accélérer le processus de privatisation dans la ouate de la fausse fatalité.

L'application des lois "Giraud", fragilise toujours davantage les salariés dans l'entreprise, sans pour autant créer d'emplois, pour toujours plus de flexibilité, de précarité et de pression sur les salaires. L'exercice des libertés syndicales est laminé, notamment dans les petites et moyennes entreprises, où se développe une recrudescence de l'arbitraire.

Enfin la politique de la ville : elle constitue à la fois le carrefour et le réceptacle de l'échec économique et social de notre société. Abandonnée par le gouvernement Balladur, la politique de la ville tourne au cauchemar pour des millions de gens et des centaines de milliers de jeunes. La politique de la ville ou plutôt son évanescence, cristallise aujourd'hui toutes les souffrances et tous les drames d'une société éclatée et implosée à la fois.

Vers un projet social cohérent

A nous de tracer au plus vite des axes et de dégager des réponses. Certaines ont d'ailleurs déjà été esquissées à Liévin.

- Réduction du temps de travail sans déflation salariale, financée par une vraie réforme des revenus et une modification de la répartition des gains de productivité.
- Réforme de la fiscalité mais aussi du financement de la protection sociale -l'une ne va pas sans l'autre- de manière à associer dans la progressivité tous les revenus, tout en respectant et clarifiant le rôle des partenaires sociaux.
- Approfondissement de la réflexion sur le basculement progressif d'une partie de l'enveloppe de l'indemnisation du chômage vers une cotisation emploi aux effets économiques plus toniques et plus mobilisateurs.
- Développement de vrais emplois d'utilité sociale et collective pour faire face à de nouveaux défis sociaux, tels que la dépendance des personnes âgées, la grande pauvreté, les problèmes de la ville, avec, à l'horizon, l'édification progressive d'un véritable 4e secteur d'activité.

D'autres pistes devront être décelées, clarifiées, précisées, enrichies, et surtout in fine insérées et hiérarchisées dans un projet social cohérent.

Une planche d'appel

Cette demi-journée de Liévin avait pour ambition de dresser un bilan, de lancer le débat, de réveiller, motiver et mobiliser toutes les structures du parti sur l'ardente obligation d'un projet social, fidèle à nos valeurs, et adapté à un pays moderne, mais malade de ses inégalités et de ses injustices, comme tétanisé par le drame de ce que nous devons bien appeler par son nom : le retour de la pauvreté.

> "La détention des seringues stériles doit être organisée, d'urgence légalisée. Il faut légaliser la méthadone et la diffuser massivement. Et pourquoi ne proposerions-nous pas la dépénalisation de l'usage des drogues douces ?"
>
> **Laurent Zarnitsky, médecin en Seine-saint-Denis**



MICHEL DELEBARRE

J'accuse le gouvernement Balladur d'abandon progressif par enlisement de la politique de la ville. Quelques faits : Recul dans l'effort de formation des jeunes et particulièrement des jeunes les moins qualifiés. Suppression, par exemple, du programme Pac. Fragilité des dispositifs d'insertion, missions locales, entreprises, régies de quartier, insuffisance des budgets logement, particulièrement du logement social. Dispositions prises en faveur du logement en milieu rural sur le dos des crédits logement des agglomérations. Manque de détermination pour la mise en œuvre de la loi "Besson" sur le logement des plus démunis et volonté d'affaiblir les dispositions de la loi d'orientation sur la ville. Caricature de l'aménagement du territoire alors que 80% de la population française vit en milieu urbain. Affaiblissement des dispositifs de péréquation financière entre les collectivités locales.

Dans cette situation, et quel que soit le contexte des prochains mois, c'est au boulot du combat pour la ville que j'appelle les militants socialistes et le congrès. Ce sont les socialistes et les militants de terrain qui doivent relever le gant de la présence, de l'écoute, du soutien de toutes les initiatives dans leurs quartiers. Ils n'ont pas besoin d'assistance mais de reconnaissance. Ils n'ont que faire des discours. Ils veulent prendre la parole et leur destin en main.



JEAN LE GARREC

Nous vivons une situation de rupture du contrat social. Et comment peut-on illustrer cette situation de rupture du contrat social ? Avec une simple phrase : pour la première fois depuis un siècle beaucoup de Français ont perdu la certitude que la vie de leurs enfants sera meilleure que la leur. Cette phrase est clef, elle illustre tout, et dans ce bassin minier où nous sommes, dans cette région qui a payé très cher ce siècle, regardez ce que cette phrase peut comporter d'angoisse, d'interrogations et de doutes sur l'avenir. C'est cela la phrase clef.

Le sentiment que demain les enfants n'auront pas la progression dans un système de vie qui correspond au combat engagé par les parents, c'est cela la rupture du contrat social. Bien entendu, cette rupture du contrat social s'illustre par de nombreux chiffres. Ils ont été donnés par les orateurs précédents, je ne vais donc pas les reprendre. C'est en gros 5 millions de personnes en risque d'exclusion, 11 millions en risque de fragilité et l'ensemble de ces problèmes vont de la situation sociale aux problèmes du droit du travail.

CLAUDE BARTOLONE

Choisir pour réussir

Nous devons réussir l'aggiornamento de la protection sociale et l'apparenter à une véritable révolution culturelle. Car les inégalités mettent en cause le fonctionnement de la démocratie.

Je voudrais vous soumettre quelques choix majeurs.

La santé. ***Nous avons le seul système où il existe tant de droits qu'ils aboutissent à un certain laxisme. Nous avons le seul système qui soit incapable de mesurer sa propre production. L'avenir c'est une véritable maîtrise médicalisée des dépenses de santé basée sur une réelle coordination des soins.***

La famille. ***Les sommes qui lui sont consacrées ne sont pas extensibles. Pour les catégories beaucoup plus fortunées, les allocations familiales s'apparentent voire constituent de l'argent de poche, il convient maintenant de les placer sous conditions de ressources. De même, nous devrons décider de véritables mesures innovantes en matière de garde et d'accueil du jeune enfant.***

La vieillesse. ***Nous réaffirmons avec force notre attachement au système de répartition qui doit à chacun la garantie de ses vieux jours, et non des minima. Il faut dépasser le discours lénifiant qui veut que les retraités n'aient pas de problèmes et s'en sortent mieux que les actifs. Là encore, nous devrons choisir comment gommer ces injustices. Tout comme nous devrons reprendre en compte le projet de loi de prise en charge de la grande dépendance, que le gouvernement Balladur a fait passer à la trappe.***

Le financement. ***Il faudra continuer l'œuvre commencée par Michel Rocard et Pierre Bérégovoy en séparant ce qui relève de l'assurance et ce qui relève de la solidarité qui doit revenir à l'Etat. Puis, ce distinguo clairement admis, élargir la CSG à l'ensemble des revenus, je dis bien tous les revenus.***

Les Français sont prêts à consentir des sacrifices pour sauver une protection sociale qui assure un total accès aux soins pour tous, y compris les plus démunis. Mais en retour ils veulent être associés aux prises de décision qui les touchent. C'est avec eux que nous devrons débattre, retenir nos choix, mettre en route la machine à gagner, puis "faire".



Si près du congrès...

Nous nous préparons pour les combats futurs. Les militants sont là. La France nous regarde, nous écoute. Soyons forts, soyons dignes, nous serons prêts. Pour nous, socialistes, pour la gauche, pour les Français qui croient à la justice sociale et aux valeurs républicaines, le congrès de Liévin, autour d'Henri Emmanuelli et de François Mitterrand pour lequel nous avons tant d'affection, doit être un congrès exemplaire. Il le sera. Les socialistes sont de nouveau en marche. Ici, à Liévin, jamais on ne pose les armes. Nous avons confiance.

Jean-Pierre Kucheida ■

J'aurais beaucoup de choses à vous dire, tellement à vrai dire qu'elles se résument en un seul mot : merci. Merci d'avoir remis le socialisme français debout. Merci de nous avoir appris et démontré que seul le rassemblement de la gauche pouvait nous permettre de peser sur le destin de notre pays. Merci d'abord de l'espérance retrouvée et des belles victoires qui ont été les vôtres et les nôtres et dont la liste n'est pas close, même si les prochaines seront vraisemblablement d'une autre nature.

Henri Emmanuelli ■

Fidèles à la mémoire

"Je tenais à me trouver parmi vous aujourd'hui. Les obligations du calendrier font que sont ici réunis celles et ceux avec lesquels j'ai si longtemps combattu et que je suis heureux de retrouver en cette circonstance commémorative. Si l'on a besoin de quelques considérations de caractère politique, ce n'est pas le lieu. Nous irons à la mairie tout à l'heure et nous pourrons davantage échanger nos propos. Mais ici, nous sommes venus commémorer une grande catastrophe ouvrière. J'ai lu quelque part, et entendu, que ce n'était pas la place d'un président de la République que d'aller si près d'un congrès politique ; je regrette même de ne pas y être tout à fait, pour dire la vérité !

Mais là n'est pas l'essentiel. J'estime, et cela dépasse tout à fait ma personne, et concerne ma fonction, que le président de la République est partout chez lui, surtout sur les lieux où les Français travaillent et souffrent, surtout là où s'affirme le développement de la bataille menée depuis le début de l'ère industrielle pour que la classe ouvrière et l'ensemble du peuple français obtiennent les droits qui sont les leurs.

On venait de fêter Noël en famille à Liévin, c'était le vendredi 27 décembre 1974. A la reprise du travail, vers six heures, l'explosion se produisit et causa la mort de quarante-deux mineurs, blessant six autres grièvement. Voilà ce que vous avez vécu et les souvenirs que vous avez bien voulu porter ici en témoignage. Je vous en remercie.

Ces quarante-deux morts à Liévin, ville touchée pour la cinquième fois en un siècle, venaient après tous ceux de Bully, d'Aniche, de Courrières, de Noeux, d'Anzin, de Béthune, d'Oignies, de Bruay, de Hénin, de Lens, d'Auchel, de Barrois, de Fouquières, la liste est longue et pourrait continuer. Et l'on ne voudrait pas qu'une foule de Français fidèles aux souvenirs puissent se rassembler pour célébrer ce long martyr !

Aujourd'hui, vingt ans après que cette ultime tragédie de la mine a endeuillé le Pas-de-Calais et la France tout entière, je mesure mieux le sacrifice des mineurs qui, pendant plus d'un siècle, ont donné par milliers leur vie afin d'extraire le charbon, de permettre l'industrialisation de notre pays et son expansion économique dont on parle tant aujourd'hui, mais qui n'aurait pas eu lieu si, au point de départ, il n'y avait eu ce sacrifice, cette disponibilité, ce travail, ce courage.

Si ces disparus pouvaient parler, il nous diraient : "prenez la mesure de ce que nous avons accompli, mais surtout faites que ces sacrifices ne soient pas inutiles". Ils rappelleraient que grâce à leur détermination Arthur Lamandin put établir, dès 1882, à Lens, la première chambre syndicale des mineurs ; qu'en 1894 fut autorisée à leur profit la création de caisses de secours pour le versement de retraites et l'assurance contre la maladie ; qu'en 1910 ils obtinrent la journée de huit

> "Si ces disparus pouvaient parler, il nous diraient : "prenez la mesure de ce que nous avons accompli, mais surtout faites que ces sacrifices ne soient pas inutiles".

Jean-Pierre Kucheida

heures ; en 1914, l'institution d'une caisse autonome de retraite ; et qu'enfin, en 1930, ils firent reconnaître le principe de quelques jours de congés payés annuels.

Après tout, je viens là de relater très vite quelques étapes qui ont mené au couronnement politique que fut la victoire du Front populaire qui, seul, permit de coordonner et de lier l'ensemble de ces victoires locales ou partielles dans un succès politique qui engageait la France vers un nouveau destin. Ainsi l'action de ces mineurs a-t-elle permis la mise en place d'un dispositif de solidarité et de justice, ou d'un minimum de justice dans des domaines essentiels, pour les conditions de travail, pour la retraite, pour la protection contre la maladie. Croyez-moi, au delà de tous les propos bénisseurs, ces combats-là restent d'actualité.

Etre fidèle à cette mémoire, après tout, c'est bien notre devoir à nous. Le souvenir de leur combat, c'est aussi le souvenir de tout ce qui fut nécessaire pour servir la dignité humaine, pour la reconnaissance des droits sociaux. Etre digne de ce message, c'est placer au cœur de la réflexion et de l'action les exigences de la solidarité. C'est aussi la signification du combat pour l'emploi. Je crois que c'est par des témoignages de ce type, auxquels je suis heureux d'être associé parmi vous, que l'on répondra le mieux à ce qui a été accompli par nos anciens. Faire qu'ils n'aient pas lutté pour rien. Faire qu'ils ne soient pas morts pour rien. Ah ! S'ils pouvaient formuler un souhait, je suis convaincu qu'il serait très vite dit : que cette région vive ! Qu'elle vive en respectant les valeurs fondamentales qui inspirent cette population, que nos enfants, que leurs enfants puissent s'y épanouir.

Voilà, je ne voulais pas vous dire autre chose maintenant. Peut-être ai-je provoqué quelques dérangements ici ou là ? Mais j'ai obéi à un réflexe suscité par l'invitation conjointe et amicale d'Henri Emmanuelli, de Daniel Percheron, de René Huguet, de Jean-Pierre Kucheida et de bien d'autres qui depuis déjà longtemps, cela fait des années, avaient suggéré ce rendez-vous. Eh bien il a eu lieu !"

LE CŒUR D'UN MINEUR : STÉPHANE SZCEPANSKI



"Monsieur le président de la République

Du fond du cœur je tenais à vous remercier pour votre présence hautement symbolique d'aujourd'hui.

Le vieux mineur que je suis voit là un signe de reconnaissance et d'affection. Votre recueillement sur la stèle de la catastrophe de Liévin c'est aussi et surtout un geste qui témoigne que vous n'avez pas oublié la peine des mineurs.

Au nom de la mémoire de mes quarante-deux camarades de travail disparus si tôt et si brusquement, je vous en suis extrêmement reconnaissant.

Voyez-vous, il m'arrive fréquemment de passer en ce lieu : chaque fois, même après vingt ans, c'est toujours avec la même émotion et je revois chacun de ces quarante-deux tués. Je les revois comme ils étaient, pleins de vie, pleins de force… et je pense à ces vingt années de vie qu'on leur a volées, au bonheur qu'ils n'auront jamais d'avoir des petits-enfants, d'avoir chacun ces petites joies de l'existence qui font notre bonheur…

Je pense aussi très souvent à leurs enfants privés si tôt d'un père… Mon combat d'aujourd'hui prend alors tout son sens.

Toute ma vie je continuerai à travailler pour qu'on n'oublie jamais qu'ici quarante-deux mineurs sont morts, pour qu'on n'oublie jamais que tous les bassins miniers de notre pays ont beaucoup donné à la France et paient un lourd tribut humain.

C'est pourquoi j'ai créé, avec M. Augustin Viseux, ancien mineur lui aussi, et avec M. Jean-Pierre Kucheida, député maire de cette ville, l'association Hommage aux mineurs qui, par le biais d'une souscription publique, va nous permettre d'ériger à Liévin le mémorial national en hommage aux mineurs. Là encore, au nom de tous les mineurs, je vous remercie Monsieur le président d'avoir bien voulu accorder à cette œuvre votre haut patronage.

Le 27 décembre, vingt ans après la catastrophe, nous inaugurerons ce monument qui défiera le temps pour rappeler qu'ici et dans tous les bassins miniers de ce pays, des générations d'hommes ont trimé au fond de la mine, que parfois ils en sont morts ; qu'ici, sur cette terre de combat, ils ont permis à la France de se redresser au lendemain des heures sombres de l'Occupation.

Encore merci Monsieur le président de la République pour le grand honneur que vous nous faites."

Côte à côte pour le même

"Ce rendez-vous a été pris, comme je l'ai indiqué tout à l'heure, à la demande déjà lointaine de plusieurs de vos dirigeants de la fédération du Pas-de-Calais. Je me souviens de l'insistance répétée de Daniel Percheron, Jean-Pierre Kucheida. Que de fois en ai-je parlé à Roland Huguet et, lorsque Henri Emmanuelli m'a suggéré de me joindre d'une façon ou d'une autre aux assises nationales du Parti socialiste, je lui ai répondu ce que je pouvais lui répondre, c'est-à-dire qu'il ne m'appartient pas de participer à une réunion spécifiquement politique d'un parti, mais que rien ne m'interdit de lui marquer ma sympathie et mon amitié.

D'ailleurs, il faut éviter les faux-semblants. Je vous aurais envoyé un message... je vous le dis tout simplement oralement ; cela revient à peu près au même. D'autre part, la solidarité des partis conservateurs ou de ceux qui parlent en leur nom est rarement prise en défaut, même s'ils sont aujourd'hui occupés par des luttes intestines très vives, mais les choix fondamentaux sont ceux que vous savez. Moi, je n'ai rien dissimulé, on me le reproche même un peu. Cinquante ans de vie politique, c'est beaucoup. Cela représente beaucoup d'affrontements avec la réalité, la réalité rêvée et la réalité réelle. Et cependant il faut préserver à travers tout ce temps ce que l'on estime être sa propre permanence. Ce n'est pas toujours très facile.

Cette rencontre avec le Parti socialiste et avec mes amis socialistes a été un élément déterminant de mon existence et de mes engagements. Tout à l'heure, vous parliez d'éternité. Il ne faut pas trop s'engager, mais c'est vrai que cela me paraît à peu près joué. Nous nous retrouverons désormais, comme nous l'avons fait depuis tant d'années, c'est-à-dire côte à côte pour le même combat.

J'ai été élu comme un président socialiste, désigné par le Parti socialiste sur le programme socialiste. Je ne m'en suis jamais repenti. Je ne dis pas que je suis prêt à recommencer, mais s'il s'agissait simplement de problèmes de fond, certainement ! S'il s'agit de problèmes de forme... malheureusement, ils viennent un peu s'en mêler, et puis, à chaque génération son dû. Car on ne peut pas toujours faire la même chose. Les lignes de clivage qui ont été les nôtres en 1971 et jusqu'en 1981 et les années suivantes correspondaient à une période de l'histoire. Celles d'aujourd'hui ne sont pas fondamentalement différentes, mais les formes de ce combat doivent changer. A vous d'en décider, au congrès socialiste de dire ce qu'il convient de dire. Ce n'est pas à moi de me substituer à lui, mais je comprends très bien

combat



que, si l'on dit la même chose, on ne le dise pas de la même façon. Simplement, que l'on ne dise pas le contraire !

J'ai préservé ma liberté personnelle de pensée et d'action et ce n'est pas à l'heure qui sonne aujourd'hui que je vais y renoncer. Quoi que l'on pense ou quoi que l'on dise, il reste peu de temps et ce peu de temps, lui, doit être employé à rester fidèle à soi-même, en même temps qu'à tenter de dessiner les lignes du lendemain. Je me réjouis de vous voir rassemblés à Liévin, vous avez bien fait de choisir cette ville, ce département et cette fédération qui à travers le temps a montré qu'elle portait toujours plus haut les couleurs et l'idéal socialiste. Vous avez bien fait !

Et c'était pour moi l'occasion de répondre d'un seul coup à bien des obligations auxquelles j'avais souscrit à travers le temps et je me sentais redevable à votre égard d'une obligation non remplie. C'est fait, si l'on peut dire. Daniel Percheron se rappellera nos conversations passionnées d'il y a trente ans. Avec d'autres que j'ai eu la chance de connaître et qui sont devenus mes amis depuis lors, cela a été un lieu de discussions permanentes. Je dirais même que quelquefois nous avons exagéré. Les socialistes aiment se diviser. Je ne crois pas que ce soit une tare, dès lors qu'ils savent aussi se rassembler. Rien de plus ennuyeux, de plus monotone que ce que l'on entend ici ou là, quand il n'y a que des querelles personnelles, mais c'est en réalité l'uniformité de la défense des intérêts. Là, ce n'est pas la même chose ! C'est vous, et si je voulais me divertir par le choc des idées et, le cas échéant, des personnes, je n'aurais qu'à revenir à votre congrès. Je suis sûr que je ne serais pas déçu !

Enfin, faites comme vous l'entendez. Je suis venu vous dire ces choses à l'hôtel de ville. Je ne désirais pas le faire là-bas, au lieu de la tragédie, ce n'était pas l'endroit. Nous avions à célébrer ensemble un souvenir tragique et ce souvenir dépasse de très loin les clivages politiques, même s'ils s'identifient au combat ouvrier.

Là, nous sommes à l'hôtel de ville. Je suis reçu par un conseil municipal élu par le peuple. C'est ce peuple aussi qui m'a élu. Je me sens donc très à l'aise pour lui dire sans fard ce que je pense et remplir à ma manière la fonction que j'occupe encore pour quelques mois, semble-t-il.

Chers amis, réussissez dans vos travaux. Réussir, qu'est-ce que cela veut dire ? Vous n'allez pas d'un coup reconquérir tous les terrains perdus, mais n'oubliez pas que vous en avez gagné beaucoup. La vie, comme le combat politique, est faite de méandres, de flux et de reflux. C'est le mouvement même de la vie. J'ai le sentiment que le Premier secrétaire, M. Henri Emmanuelli, vers qui vont tous mes vœux, a dit ce qu'il fallait dire. Je l'ai entendu hier -par chance, parce qu'il fallait avoir l'oreille attentive à France Info, sur la route qui me menait à Chartres pour le Sommet franco-britannique- déclarer "maintenant il va falloir partir, commençons une période où nous pouvons de nouveau rencontrer la victoire". Mais vous ne la rencontrerez que si vous la forcez ! C'est une affaire de volonté, de continuité et de clarté d'esprit dans la fidélité aux engagements qui sont les vôtres.

> “Vous ne rencontrerez la victoire que si vous la forcez ! C'est une affaire de volonté, de continuité et de clarté d'esprit dans la fidélité aux engagements qui sont les vôtres.”

On ne pourra rien faire -c'est la conviction que j'ai acquise au contact des socialistes, à partir des années 1970-, si on s'éloigne de ses bases. On peut à partir de là élargir l'horizon, on peut comprendre le langage des autres, on peut même en assimiler une partie, rien n'est interdit, à condition de ne rien perdre de ce qui fait le message dont on est les porteurs !

Je ne donnerai pas mon mot dans le débat ouvert aujourd'hui sur le nom de celui qui portera vos couleurs, nos couleurs, au mois de mai prochain, et pourtant cela m'intéresse car après tout il s'agit de ma propre succession ! J'ai entendu hier quelqu'un d'important que je rencontre souvent dire : "surtout n'élisez pas un troisième socialiste". Ce n'est pas parole d'évangile, élisez qui vous voulez, mais plutôt un socialiste ! Cela vaudrait mieux que le contraire !

Alors, je suis venu vous dire bonne chance et cette chance, elle ne tombera pas comme ça du ciel. C'est vous qui la forgerez de vos mains. Il faudra donc du courage et de la constance. Rien ne vous sera épargné. Certains d'entre vous parmi les meilleurs qui ont été mes premiers compagnons de combat, pas forcément les premiers dans la chronologie mais les plus importants dans la conduite du gouvernement, on a essayé de les atteindre, de les détruire. Ils tiennent le coup heureusement. Mais vous pouvez mesurer la somme d'injustices qu'il faut devoir supporter, si l'on entend porter haut ce drapeau-là. Il faut le savoir : rien ne sera épargné et je ne peux pas dire que je sois le plus à l'abri ; encore heureux quand ce ne sont pas les socialistes qui s'en font l'écho ! Enfin, cela, c'est une autre affaire...

Je vous souhaite un bon congrès, je vous souhaite au bout de vos efforts une pleine réussite ; je souhaite à l'équipe dirigeante qui va se constituer de savoir maintenir son unité dans sa diversité, cela va de soi. Cela ne peut pas être autrement chez les socialistes, mais au moins son unité pour un même combat, pour une même victoire qui ne sera pas uniquement la vôtre, qui sera celle de nos idées, qui sera celle aussi des classes et des groupes sociaux dont vous êtes les interprètes et qui, sans vous, seront abandonnés. Abandonnés à toutes les fureurs des intérêts privés, abandonnés à toutes les colères de ceux qui ont eu peur.

Notre devoir est de rester présents et fidèles. Voilà, je ne vous aurais pas écrit autre chose si je n'avais pas employé la méthode plus directe de venir vous le dire. Merci."

© Fondation Jean-Jaurès



Il fallait que le débat se poursuive, qu'il s'improvise, qu'il fasse apparaître des accords et des dissensions, qu'il nous confronte, puis qu'il nous rassemble. Il fallait que tous s'expriment et même que certains en profitent pour dire qu'ils ne pouvaient s'exprimer. Ils fallaient que tous parlent dans un parti dont la diversité n'est pas la déchéance, ni la dégénérescence, mais au contraire l'inestimable richesse.

DENIS BONVALLOT

Faire évoluer le Parti socialiste

Je fais partie de ceux qui n'ont pas cru bon de se rallier à la motion à vocation d'unanimité signée par le Premier secrétaire. Les motifs essentiels sont d'abord de nature politique mais touchent aussi aux méthodes de fonctionnement de la direction du parti.

Henri Emmanuelli, il y a quelques mois encore, confirmait sa volonté de faire évoluer le PS en maintenant d'abord son enracinement ou en favorisant son retour à des valeurs de gauche. Il souhaitait que ce congrès dégage une majorité et une minorité. Cette volonté a été abandonnée en quelques semaines pour faire place à un cartel hétéroclite qui prétend se retrouver d'accord avec les analyses et propositions de la motion 1. Pourtant, ce choix était le bon choix et la vraie solution pour régénérer et redynamiser le PS après l'usure du pouvoir, ses renoncements, ses règlements de comptes internes et sa défaite électorale. Je crois encore que cette ligne politique claire pouvait casser le processus de dégénérescence des courants et mettre un frein aux ambitions personnelles.

Un retour aux affaires passe donc avant les projets crédibles dont la gauche a besoin, alors qu'un bilan présidentiel de bientôt quatorze ans et un bilan gouvernemental de dix ans n'ont pu être faits !

Je reste convaincu qu'au sein du PS nous devons nous imposer rapidement un débat sans concession sur l'éthique et la politique. Dans le même temps, une large place aux postes de direction doit être faite aux militants et militantes issus du monde du travail. Ils valent bien, au niveau de leurs capacités et convictions, les technocrates ou leaders issus de la moyenne ou de la haute bourgeoisie.

YVES ACKERMANN

Et moi, et moi, et moi...

En ce mois d'octobre 1994, lorsqu'une poignée de jeunes employés d'European Gaz Turbine, filiale d'Alcatel Alsthom, à Bourogne dans le Territoire de Belfort, décident de bloquer les portes de l'usine afin de revendiquer une hausse sensible de leurs salaires, la population locale s'interroge.

En effet, dans un pays qui s'angoisse face à la montée du chômage et de l'exclusion, ces jeunes qui ont la chance d'avoir un emploi et qui manifestent pour des hausses de salaires apparaissent comme des zombies.

Déracinés, ils ont tout quitté pour moins de 6.000 F par mois. Avec un loyer qui varie entre 2.500 et 3.000 F toutes charges comprises (y compris en HLM) il leur reste pour vivre (une famille avec un enfant) moins de 3.000 F par mois. Et tout le monde leur explique qu'ils sont nantis parce qu'ils ont un emploi !

Et leurs cadres, jeunes cadres dynamiques et performants, leur parlent de haute technologie, de marchés internationaux à conquérir et de... productivité, productivité, toujours productivité. Et l'on annonce à ces jeunes, pêle-mêle, les bénéfices de l'entreprise en progression constante, le salaire du PDG, Pierre Suard, de plus de 1.000.000 F par mois, le financement des partis politiques, les augmentations mensuelles pour 1994 de l'encadrement intermédiaire qui s'échelonnent de 900 à 2 000 F. Et moi, et moi et moi... comme le chante Dutronc. Et moi, je veux mes 1.500 balles et être considéré comme un être humain. Voilà résumé le conflit chez Alsthom, qui doit nous faire réfléchir au moment de la mise en place de notre plateforme présidentielle.

Au jour de la reprise, la direction mégote sur le paiement des jours de grève, refuse de payer y compris le 11 novembre, ampute le 13e mois et ne modifie en rien sa position dans le dialogue social.

Bref, ils n'ont rien compris !

A nous de traduire en termes politiques les attentes de tous ces jeunes. Il y a urgence.

Fondation Jean-Jaurès

Débat général

JEAN-PIERRE SUEUR
Gagner la présidentielle sur des bases crédibles

La victoire de la gauche à la présidentielle est redevenue possible. Une victoire qui sera le fruit d'un effort considérable d'audace et de rigueur qu'il nous reste peu de temps pour assumer.

Audace, d'abord, pour mettre en œuvre la nécessaire réforme fiscale, pour transformer les milliards de dépenses induites par le chômage et en autant de milliards pour financer l'activité et l'emploi, pour réformer nos institutions : doter les agglomérations urbaines d'un conseil et d'un président élus au suffrage universel, changer le mode d'élection des sénateurs, profondément inéquitable, donner enfin au Parlement des droits accrus.

Audace mais aussi rigueur. Il y a longtemps que les Français ne croient plus aux promesses faciles. Nous ne pourrons pas tout faire en même temps. A nous de définir les priorités, et de nous y tenir. A nous de retrouver l'éthique mendésienne en fonction de laquelle la politique suivie est affichée, expliquée, les priorités fixées et respectées. Cela suppose de résister à la tentation du grand écart. Nous souhaitons tous la candidature de Jacques Delors. Cela nécessitera une profonde cohérence entre le candidat qu'il sera et le principal parti, le nôtre, qui le soutiendra. Refusons le double positionnement et le double langage. Ne passons pas notre temps à nous démarquer du seul candidat qui peut nous permettre de gagner. Jouons plutôt la solidarité, la complémentarité, la cohérence.

Ce congrès est un congrès d'unité. C'est tous ensemble que nous relèverons l'extraordinaire défi que constituera un troisième mandat présidentiel pour la gauche, ce qui sera un événement sans précédent.

PERVENCHE BERES
Une Europe qui redistribue

L'invention du libéralisme économique pour assurer la reprise de la croissance s'appelle la société de l'information. N'en faisons pas une nouvelle guerre des étoiles, mais interrogeons-nous un instant sur la logique qui est à l'œuvre. Que se passe-t-il lorsque l'information devient un produit manufacturé comme un autre, lorsque la technique l'emporte sur le politique ? Sous prétexte de favoriser l'émergence de cette société de l'information, on devrait adapter ce que les libéraux considèrent comme "l'environnement" et qui, pour nous, ressemble singulièrement à l'essentiel.

Il est significatif qu'en Europe, certains soient plus pressés de libéraliser les infrastructures de télécommunications que d'adopter des règles contre la concentration des médias. Le pouvoir des Bouygues et des Berlusconi n'en est qu'à ses débuts si nous ne trouvons pas la parade.

Pourtant, le résultat des dernières élections en Europe oblige au même constat. Partout, le socialisme démocratique n'est plus identifié à l'espoir pour assurer le retour au collectif. Nous devons réinventer les formes adaptées de solidarité et de redistribution pour imposer un nouveau contrat social à l'échelle de notre continent.

Le devoir de solidarité, de redistribution s'impose aussi à l'échelle de notre continent.





Mais nous refusons une Europe zone de libre-échange, simple marché à l'échelle des besoins du libéralisme économique du XXIe siècle. Nous voulons une Europe forte, une Europe qui redistribue à l'intérieur de nos pays, entre nos pays.

Mobilisons-nous pour inventer avec les Allemands du SPD, avec nos amis Européens, la redistribution dont nous avons besoin.

JEAN-LOUIS COTTIGNY
Pour une confrontation sociale

Merci à Henri Emmanuelli d'avoir choisi le Pas-de-Calais pour ce congrès. Cela nous a permis de pouvoir retrouver un homme d'exception : François Mitterrand.

Cet homme qui un jour, après la défaite de 1974, alors que j'étais militant syndicaliste, ouvrier métallurgiste, m'a fait adhérer.

Notre département, et encore plus le bassin minier, est marqué par l'histoire du mouvement ouvrier. Un jour, ici, les femmes se sont levées pour lutter contre le travail de leurs enfants dès l'âge de dix ans au fond de la mine, parce qu'elles voulaient pour eux une éducation, une formation qui leur permettent d'avoir une vie meilleure.

Plus récemment, le textile, la sidérurgie, la mine ont été touchés par la crise et par les délocalisations dans le tiers-monde dues à la mondialisation de l'économie. Je crois encore profondément à la confrontation sociale et je pense que c'est un contresens historique de penser qu'il est possible de réduire le temps de travail tout en réduisant les salaires. Quand j'avais 18 ans, trouver et changer de travail ne posait pas de problème. Aujourd'hui, avec un bac+5, une formation, il n'y a que le chômage, le travail précaire, les petits boulots, sans parler des autres problèmes de société, comme la drogue ou le sida qui rôde...

Pour finir, il nous faut réaffirmer qu'il n'appartient pas aux salariés, encore moins aux exclus, de payer les frais de la crise. Crise dont on peut douter de l'existence quand on sait que le capitalisme se porte bien.

Alors, à nous de recréer les conditions de la confrontation sociale. C'est notre rôle de socialistes.

JEAN-PIERRE MASSERET
La clarification politique : une chance pour tous nos candidats

A quelques mois de l'échéance présidentielle, et au moment où beaucoup, à l'extérieur du Parti socialiste comme à l'intérieur, s'interrogent sur les relations qui pourront exister entre le candidat que nous soutiendrons et notre parti, je tiens à dire que le PS n'est ni un boulet ni une contrainte.

Notre parti doit s'assigner deux fonctions principales. D'abord être un pôle ancré à gauche, redevenu la première force poli-

tique du pays, offrant à son candidat son influence, ses militants, sa force, son histoire, ses propositions, ses réflexions et finalement un nombre de voix dont il a besoin pour gagner.
Notre influence, nos militants, notre histoire inspirent nos propositions. Elles sont au cœur de notre congrès. Elles forment une plate-forme qui ne sera jamais pour le candidat des socialistes une contrainte mais au contraire un enrichissement pour ses propres propositions.
L'enjeu de l'élection présidentielle est de préserver le modèle social européen largement inspiré par nos valeurs.
C'est autour d'un PS campé avec réalisme et sans démagogie sur ses propositions que viendront s'agréger des alliances et que seront définies les stratégies. Alliances et stratégies qui favoriseront la convergence des forces de progrès.
Il n'y a donc aucune contradiction ni aucune contre-indication entre ce que nous proposons et la réussite de notre candidat. Bien au contraire, ce que nous lui apporterons s'additionnera à ce qu'il nous donnera.
Les élections législatives devront intervenir en cas de victoire. En effet, personne ne peut imaginer pouvoir conduire une politique de transformation sociale avec la majorité actuelle. Personne ne peut imaginer que le bloc central, par l'apport de ces maigres forces éclatées puissent se substituer à la gauche.
Soyons donc convaincus, camarades, que le Parti socialiste n'est ni un boulet ni une contrainte mais une vraie chance pour tous nos candidats.
Intelligence politique, calcul stratégique, sûreté tactique nous seront nécessaires.
Notre force est de croire que les sociétés humaines peuvent conduire et maîtriser leur histoire.

LAURENT FABIUS
Le congrès du redémarrage de l'espoir

Nous sommes en train de montrer la force de notre rassemblement et le redémarrage de l'espoir. La présidentielle, que l'un des nôtres peut désormais gagner. Les municipales, les législatives, pour lesquelles les propositions de notre parti seront d'autant plus décisives que les relations entre notre candidat à la présidentielle et notre formation seront, à l'avenir, des relations de coopération, de confiance, sans pour autant de dépendance.
1) Je veux lancer un cri d'alarme à cause des ravages de la toxicomanie, parce que la moitié des faits de délinquance y sont liés. Je souhaite que notre parti place désormais parmi les premières priorités du pays une action résolue en matière de toxicomanie.
2) Le gouvernement est en train d'échouer sur l'essentiel : l'activité et l'emploi. Croissance, initiative européenne, réduction négociée de la durée du travail, encouragement à l'emploi, il faudra emprunter toutes ces pistes mais pas celles-là seulement.
"L'économie de proximité". Les services aux jeunes, aux personnes âgées, les réponses aux demandes de santé, de sécurité, de formation, de loisir, ainsi que tout ce qui concerne la mise en valeur de l'environnement. Notre pratique de l'Europe doit être en phase avec l'emploi. Nous devons défendre une conception volontaire de l'Europe. Cela ne peut pas être séparé d'une réforme des modes d'exercice du pouvoir dans les entreprises.
3) L'éducation, la formation, la culture, l'information. Ne devons-nous pas proposer désormais une loi anti-trust interdisant au nom même du pluralisme que les grandes sociétés vivant de marchés publics puissent intervenir massivement dans la communication ? Quant au système éducatif, nous devons poursuivre l'effort de changement en pensant quantité mais aussi qualité, modernité, égalité. En ayant à l'esprit deux évolutions centrales : l'enseignement hors les murs va se développer, l'enseignement tout au long de la vie est indispensable.
La drogue tue le lien social. Le chômage tue le lien social. La pauvreté d'éducation et d'information tue le lien social. C'est ce lien qu'il nous faut faire revivre.
Mitterrand a rendu hommage aux mineurs, en évoquant la fidélité socialiste et nous atteignant le cœur. Un seul d'entre nous s'est-il alors interrogé pour savoir si c'était protestataire ou gestionnaire ? C'était tout simplement la gauche qui parlait, la gauche qui écoutait, c'était la voix de la justice dans une magnifique péroraison de la vie. La révolte, la gestion. La protestation et la proposition. C'est cela l'unité de notre démarche politique. Elle a montré dans le passé qu'elle savait aller de pair avec l'unité d'un homme et d'un parti. Ce fut la condition de nos victoires. Il en sera de même demain.





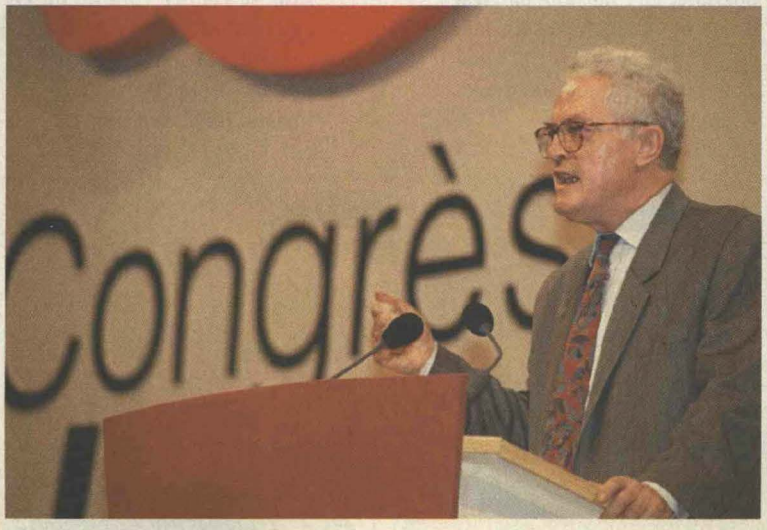
MARTINE AUBRY
Construire un projet à gauche

Nous sommes rassemblés dans une ville, dans un département, dans une région qui représentent le cœur historique de la gauche.
Nous sommes rassemblés après trois rudes échecs en trois ans et avant deux échéances décisives -voire trois- dans les prochains mois.
Notre pays est en crise. Jamais les salariés ne se sont sentis aussi fragilisés.
Les Français avaient oublié ce qu'était la droite. Ils la voient à l'œuvre.
Nous devons retrouver ce qu'est la gauche, son idéal, ses valeurs.
Nous devons redonner l'espoir.
Redonner l'espoir en une gauche qui s'appuie sur des valeurs éternelles mais aussi sur des pratiques nouvelles, qui sait s'opposer mais qui ne craint pas de proposer.
Aussi nous devons retrouver la politique. Et qu'est-ce la politique, sinon avoir la volonté de transformer la société.
Transformer la société en nous appuyant sur nos valeurs : la liberté, la laïcité, la justice, la solidarité, la responsabilité et, bien sûr, la morale.
La gauche se doit de défendre les salariés, les exclus, mais elle se doit aussi de porter les valeurs fondamentales de défense des droits de l'homme.
Aux salariés, nous devons dire que nous les soutenons.
Nous devons réaliser une réforme fiscale de grande ampleur.
Aux salariés qui craignent de perdre leur emploi, aux chômeurs, nous devons dire que la

lutte en faveur de l'emploi pour tous est au cœur de notre projet, au centre de tous nos actes.
Nous devons aussi reprendre le chemin de la réduction de la durée du temps de travail.
Lutter contre le chômage mais aussi lutter contre toutes les formes d'exclusion.
Toutefois, construire un projet à gauche, c'est aussi défendre les droits de l'homme et j'ai parfois l'impression que la question de l'immigration est, même chez nous, devenue un sujet tabou sous prétexte que la politique de M. Pasqua est populaire.
Un projet de gauche pour la France ce sont des priorités assises sur des valeurs mais c'est aussi de nouvelles pratiques politiques fondées sur la démocratie et la citoyenneté.
Une société, encore moins aujourd'hui qu'hier, ne se transforme pas seulement par le haut.
Il nous faut un parti qui propose et qui expérimente, un parti ouvert, ayant d'autres pratiques internes que celles des courants.
Nous devons nous appuyer sur tous ceux qui refusent de laisser mettre en pièces la protection sociale, les droits de l'homme, et qui nient la fatalité du chômage et de l'exclusion.
Ce sont, bien sûr, les militants du Parti socialiste plus que jamais porteurs des valeurs de rassemblement et de solidarité.
Ce sont les jeunes de ce pays qu'Edouard Balladur a humiliés en proposant le CIP.
Ce sont aussi tous ces hommes et ces femmes qui partagent nos valeurs, les syndicalistes, les associations.
Tous ceux-là ne sont pas aujourd'hui dans nos rangs. Mais ils portent nos valeurs et c'est avec eux, et seulement avec eux, que nous gagnerons.
Nous ne gagnerons pas pour nous, mais pour une France qui laisse une place aux jeunes, aux plus fragiles et à chaque citoyen.
C'est cela le sens de notre rassemblement aujourd'hui.
Un parti serein, fier de ses convictions, un parti ouvert, un parti qui a le devoir de gagner pour une France plus forte et solidaire.

LIONEL JOSPIN
Retrouver une véritable identité

J'aimerais que, de ce congrès de Liévin, nous puissions faire parvenir aux Françaises et aux Français un triple message : 1- la confusion qui saisit la droite est le symptôme d'un désordre plus profond ; 2- une force de gauche digne de ce nom est nécessaire à ce pays ; 3- l'élection présidentielle peut être pour eux un motif d'espoir.
1- Il ne faut pas sous-estimer la gravité des affaires qui secouent la majorité.
Les formes que prennent les divisions de la droite sont également pernicieuses.
Ne croyons pas pour autant que ces affaires et ces divisions assurent la défaite de la droite.
Le trouble à droite ne résulte pas du seul jeu des ambitions non maîtrisées. Il révèle le désordre plus profond qui règne dans les esprits des responsables de la majorité. Ceux-ci n'osent pas, en réalité, assumer devant l'opinion le type de société qu'ils projettent pour le pays. A nous de révéler ce projet. A nous de lui opposer un projet de gauche crédible et cohérent.
2- Une force de gauche authentique doit se reconstruire dans notre pays. A cet égard, nous ne sommes pas seuls. J'ai voulu dialoguer avec toutes ces forces et débattre des problèmes de fond dans ces Assises de la transformation sociale souhaitées à l'origine par Michel Rocard.
En même temps, je suis convaincu qu'il n'y aura pas de grande force progressiste en France, c'est-à-dire un mouvement soucieux de la nature comme du progrès des hommes, sans renaissance d'un Parti socialiste.
Or nous savons bien que notre santé est fragile. Le nombre de nos adhérents, la vie de nos sections, la faiblesse du renouvellement par les jeunes, l'émiettement instable de nos anciens courants, notre image dans l'opinion, tout nous dicte ce qu'il reste à faire.
Il nous reste à retrouver une véritable identité pour l'opinion, à nous redonner une image convaincante et attractive, à présenter un projet fondé sur des propositions de gauche, réalistes, c'est-à-dire non seulement valables pour les temps d'opposition mais aussi applicables au pouvoir.
Dans ma contribution, j'avais voulu montrer qu'une analyse lucide de nos défaillances au pouvoir -qui permettait en même temps de valoriser les aspects positifs de notre bilan- était nécessaire pour reconquérir la confiance des Français. J'avais insisté sur la dimension éthique de la politique. J'avais évoqué le nécessaire changement à introduire dans nos pratiques. Un écho au moins partiel a été donné à ces préoccupations dans notre texte.
3- L'élection présidentielle peut représenter un espoir pour les Français. Si elle les libère de la sclérose politique actuelle, si elle amorce des réponses aux grandes questions qu'ils se posent, si elle prépare la nécessaire réforme de la société française.
Quel est mon sentiment ? Dans notre très grande majorité, membres du Parti socialiste, hommes et femmes de gauche, nous souhaitons la candidature de Jacques Delors. Parce qu'elle redonne de l'espoir, parce qu'elle laisse penser que la victoire de la droite n'est pas fatale, parce qu'elle réveille l'aspiration à ce que les problèmes du pays soient traités avec méthode et équité.
Il faut donc que le Parti socialiste intègre dans son expression les caractéristiques du projet de ce candidat qu'il s'apprête à choisir. Et que ce candidat, le moment venu, prenne en compte les préoccupations de la formation à laquelle il appartient et qui sera son premier soutien.
Ces deux mouvements l'un vers l'autre devraient conduire à une synthèse positive.



JEAN POPEREN
"Un seul être vous vient. Tout est-il repeuplé ?"

Pour cela, il faut d'abord un candidat. Nous l'aurons le moment venu, et lorsque nous l'aurons, nous serons tous avec lui pour gagner.
Nous n'avons jamais -aucun de ceux, aucune de celles qui sont là et les autres, innombrables, au-delà de cette salle- manqué à la solidarité de combat, une fois que, nos discussions et nos débats ayant eu lieu, la décision est prise, et notamment en matière électorale. Il en sera de même cette fois-ci !
C'est pourquoi je n'apprécie pas toujours qu'on laisse entendre, ici ou là, que certains pourraient traîner les pieds... ! C'est injurieux pour certains camarades. Non, il y aura engagement de toutes nos forces.
Et c'est le cas, bien sûr, si le candidat est celui dont actuellement on parle le plus, et qui, à l'évidence, est celui qui a le plus de chances de gagner : Jacques Delors.



Pour ma part, je respecte la démarche qu'il a choisie, le calendrier qu'il a annoncé, qu'il vient d'ailleurs de modifier et de légèrement raccourcir, ce qui nous aide plutôt... je l'espère en tout cas.

On dit "ça va être dur pour lui parce qu'il y a un coup de barre à gauche" ? Si j'entends ce que j'entends cet après-midi, c'est en effet ce vent qui est dominant tous azimuts.

Mais le Parti socialiste aurait-il besoin par nature du coup de barre à gauche ?

Il est à gauche, ou alors avait-il cessé de l'être ? La question se pose.

"Grand écart" nous dit-on. Est-ce que cela voudrait dire, dès lors qu'il y a affirmation à gauche du Parti socialiste, que c'est gênant pour Jacques Delors ?

Je laisse à ceux qui le disent ou qui l'insinuent, la responsabilité de ces insinuations. Je ne les prends pas à mon compte.

Et d'abord, parce que moi, je juge de cet homme, comme de tout autre, en premier lieu sur ce qu'a été son chemin militant, son engagement réel, bien connu, en maintes circonstances, pour la pratique sociale notamment.

Pour le reste, il aura à nous dire ce qu'il propose de faire, dès lors qu'il serait élu.

Dans l'immédiat, je suis un peu étonné d'une certaine tonalité de certains propos ; on semble jouer "en attendant Delors"...

Et quand je voyais, il y a deux ou trois jours, lors d'une grande émission de télévision, tel premier secrétaire fédéral d'une importante fédération nous dire que ce qui compte -et tout le reste est subalterne- c'est l'élection présidentielle, "clé de voûte de la vie politique, de nos institutions", et donc Delors, Delors, Delors... !

Un seul être vous vient et tout est repeuplé !

Vous savez, au début de ce siècle, nos devanciers parlaient volontiers à l'égard de ceux qui croyaient que tout allait venir du Parlement de "crétinisme parlementaire".

Aujourd'hui, j'ai l'impression qu'ici ou là, peut-être plus ici que là ou là, qu'ici souffle un vent de "crétinisme présidentialiste".

Que nous en soyons là illustre la dégradation des mœurs démocratiques ! Oui, l'élection présidentielle compte beaucoup, mais il y a tout le reste du combat politique. Et quand j'entends dire : "on vit une dérive monarchique" Non ! ce n'est pas une "dérive", c'est la nature même du régime que nous avons été nombreux à refuser au référendum de 1962.

Il faut réfléchir, et le plus tôt possible, aux moyens par lesquels nous mettrons fin aux causes profondes de cette situation, de la dégradation démocratique.

JEAN-LUC MÉLENCHON

J'aurais préféré autre chose, autrement.

J'aurais préféré, à l'instar de François Mitterrand, bâtir à notre tour la nouvelle alliance dont la gauche a besoin pour se renouveler.

Je pensais qu'avec un candidat commun de toutes les forces de gauche, gagnant ou perdant l'élection nous aurions semé un grain fécond. Les sondages en ont décidé autrement.

Me situant au même niveau de franchise que Jacques Delors dans son livre et son entretien à France 2, je n'accepterai plus que nous nous contentions d'ambiguïtés. Que certains se fassent applaudir en accusant la droite de vouloir pour les retraites un système minimum plus l'assurance par capitalisation, pour ensuite signer un chèque en blanc au candidat qui, lui, écrit : "l'une des erreurs faites en France a été de ne pas expliquer qu'au delà d'un minimum décent il fallait faire appel pour partie à la retraite par capitalisation". Qu'on appelle ici à la résistance contre le démantèlement du système des acquis sociaux -dénoncés par les libéraux comme privilèges- sans relever que le même ouvrage, p. 84, affirme : "des groupes ont des privilèges relatifs : la sécurité de l'emploi, un système de retraite plus favorable, des compensations plus importantes lorsqu'ils sont malades. Bien entendu ces groupes veulent conserver leurs avantages, sans se rendre compte qu'en conservant ces avantages, ils privent la société des moyens d'aller à la rencontre des besoins des plus démunis".

Rassembler d'abord les nôtres, cela commence dans la vie de tous les jours, qui est faite de tout ce qu'il a fallu arracher de haute lutte, qui n'a jamais été accordé par aucun de ces bénisseurs donneurs de leçons de solidarité et de sacrifice mutuel !

Quand celui qui pourrait être mon candidat écrit : "c'est parce que certains ont voulu pratiquer une rupture en croyant au progrès indéfini de l'homme qu'ils ont terminé dans le totalitarisme et dans l'échec", je dis sans plus : quelle offense !

L'entretien télévisé a marqué une prise de distance politique. L'absence d'aujourd'hui est une prise de distance physique. Il faut en prendre acte avec lucidité. Le candidat ne s'alignera pas sur le parti. Le texte d'orientation que nous avons voté doit prendre tout son sens :

1-Non, l'union de la gauche n'est pas dépassée. Il faut la rénover. On peut faire autrement, comme nous l'a dit François Mitterrand, à condition de ne pas faire le contraire ! Face à la droite, la frontière demeure.

2-Oui, la crise s'inscrit dans la forme nouvelle du mode d'accumulation capitaliste : la transnationalisation de la production et de l'échange. Inutile donc d'ironiser sur le "grand capital" que nous dénoncerions en vain, la vraie cause de la crise étant l'insuffisante solidarité de tous ! Non, le capitalisme n'est pas l'horizon indépassable de l'histoire humaine !

3-Le partage du temps de travail est un dû. Il doit être gratuit pour ceux qui ont déjà payé de leur peine à la tâche. Oui, nous voulons les 35 h sans perte de salaire, et ce n'est qu'un début.

Au candidat, pour battre la droite, une charte d'orientation du septennat discutée avec toutes les forces de gauche prêtes à le soutenir. Au parti, pour gagner les législatives et former la majorité parlementaire d'un gouvernement de gauche, le contrat de législature.

Qu'on ne se cache pas derrière l'épouvantail du refus du candidat. Se taire aboutit à faire taire, à substituer une ligne à une autre sans débat. Je plaide pour un socialisme qui ose dire son nom !





LOUIS MERMAZ

Gagner à gauche

Le choix de Liévin par Henri Emmanuelli et par la direction du parti comme lieu de congrès, nous l'avons tous ressenti comme le retour à une tradition socialiste authentique et vivante.

Ce sentiment a été amplifié avec éclat par la présence de François Mitterrand devant la stèle érigée à la mémoire des mineurs morts il y a vingt ans et par les paroles qu'il a prononcées à l'Hôtel de Ville.

Ce fut pour nous tous un temps fort, chargé d'une grande puissance émotionnelle.

François Mitterrand a évoqué le combat séculaire des socialistes, la permanence de ce combat qu'il nous a invités à poursuivre. Mais il a aussi parlé de la période nouvelle qui s'ouvre devant nous.

Respectons le temps de réflexion de Jacques Delors, d'autant plus que nous ne devrions pas avoir très longtemps à attendre !

Mais, lorsque j'entendais à l'instant l'orateur qui me précédait lire certains extraits du livre "L'Unité d'un homme", lorsque je l'entendais s'enflammer, je me disais : mais dans le fond, ce n'est plus d'une conception monarchique ou républicaine dont il est question, mais ce sont des incantations à l'encontre d'un imaginaire pouvoir théocratique. Que signifient ces anathèmes comme si, hier, aujourd'hui ou demain, tout pouvait dépendre des volontés d'un seul homme ?

Jacques Delors est des nôtres depuis longtemps. Nous avons besoin de lui pour faire gagner notre pays, notre continent, pour faire avancer nos idées. Il a besoin de nous et ... de quelques autres aussi pour gagner.

Lorsqu'il entrera en campagne, s'il en décide ainsi, nous devrons respecter sa liberté de candidat comme nous avons par deux fois respecté celle de François Mitterrand. Nous savons aussi qu'il respectera le Parti socialiste et ce que nous représentons avec lui dans ce Parti socialiste. Il pourra compter, le moment venu, sur notre soutien actif, sur notre engagement, sur le soutien de François Mitterrand, qui sera décisif. Il gagnera en assumant l'héritage, en assumant la continuité et en innovant, en inventant.

En ce qui nous concerne, sachons nous garder du maximalisme qui a toujours conduit à l'impuissance. Mais certains, et pas seulement l'orateur précédent, s'interrogent sur les contradictions qui existeraient entre Jacques Delors et le Parti socialiste.

Des différences, il en existe bien sûr. Du fait de l'histoire de l'un et des autres, des responsabilités exercées par l'un et par les autres, mais le Parti socialiste serait-il soudain incapable de réaliser la synthèse à laquelle il est entraîné depuis vingt ans ? L'heure est à l'addition de nos forces, au dépassement des différences, à une stratégie de rassemblement. Nous gagnerons à gauche, c'est évident. Encore faut-il recréer une dynamique et le surcroît nous sera donné. A l'heure où la majorité actuelle semble attirée par la spirale de la désintégration, bannissons ces jeux inutiles qui font vibrer quelques secondes les congrès, mais qui ne sont porteurs d'aucune espérance, d'aucune perspective réelle de transformation de la société et qui sont contraires à ce qu'il y a de plus sensé, de plus solide au tréfonds du peuple français. Ayons confiance en nous et retrouvons le goût de la victoire.

SÉGOLÈNE ROYAL

Redonner un sens à un monde détraqué

Je ressens le congrès de Liévin comme le congrès de l'affection, le congrès de l'apaisement et le congrès de l'espoir.

François Mitterrand est venu tout à l'heure, comme cela, simplement, vers nous et, selon ses propres mots, il a eu un grand bonheur. Alors, je voudrais dire à tous les impatients de droite qui commençaient à imaginer une sorte d'accélération des échéances électorales qu'aujourd'hui on a eu la preuve qu'ils peuvent en rabattre ! Avant-hier devant l'association des maires, aujourd'hui à Liévin, ce que l'on voit, c'est que François Mitterrand garde le bon réflexe politique. Il nous donne une leçon de courage, une leçon de fidélité et une leçon de combativité. Ces leçons-là nous les aimons, nous sommes en phase et puis elles arrivent au bon moment parce que, en effet, nous pouvons légitimement recommencer à y croire, à nous remettre debout, comme l'a dit Henri Emmanuelli.

Le moment de la reconquête est venu et j'ai la forte, la profonde conviction que nous allons gagner les prochaines échéances électorales même si subsiste encore, chez certains, un doute quant à l'engagement à gauche de Jacques Delors.

Nous gagnerons avec une gauche mobilisée et rassemblée au 1er tour, avec un Parti socialiste qui, à juste titre, veut redevenir populaire, retrouver le soutien des couches sociales qu'il est censé représenter et qui se sont détournées de lui.

Notre mission, à nous la gauche, c'est de constater que le monde dans lequel nous vivons est à bout de souffle, qu'un système de valeurs s'écroule et qu'un autre est à reconstruire. Ce monde où l'on voit des jeunes sans statut qui en arrivent à camoufler leurs diplômes pour trouver du travail, où le chômage, au delà de tous les chiffres, est tout simplement une insulte à la vie, où les machines remplacent les hommes dans un mouvement que l'on ne sent plus maîtrisé. Et que dire aussi de ce système de valeurs qui est à bout de souffle au plan planétaire avec 5 milliards d'êtres humains dont les 3/4 n'ont même pas accès à l'eau potable !

La responsabilité de la gauche et des socialistes c'est de redonner un sens à ce monde détraqué, à ce système qui va dans le mur.

Les mutations à accomplir sont telles pour sortir de ce système qui ne fonctionne plus qu'un peuple ne peut les accepter, que ces transformations ne sont supportables que si ce peuple a la conviction profonde, chevillée au corps, que l'on tient fermement la barre de la justice sociale et de l'égalité dans la répartition des efforts. Et, on le sait bien, la passion égalitaire du peuple français est telle, il est capable de se dépasser tellement fort lorsque c'est nécessaire, que l'an 2000 sera probablement celui de nos valeurs, car elles sont les seules qui sont capables de permettre la création d'un monde moins féroce.



VINCENT PEILLON

Agir en socialistes

Si la motion 2 "Agir en socialistes", au nom de laquelle je m'exprime ici, existe, c'est que nous sommes un certain nombre à avoir jugé que certaines ruptures indispensables devaient maintenant être consommées.

Plutôt que de poursuivre les vieilles rivalités jusqu'à l'épuisement de tous, ce qui intéresse les signataires de la motion 2, c'est l'avenir, seulement l'avenir.

Je vous ai parlé de ruptures nécessaires.

La première doit être une rupture sans concession avec les pratiques et les comportements qui nous ont collectivement fait tant de tort. Nous n'acceptons pas que dans notre parti, dans votre parti, la tactique ait remplacé tout projet. Rupture ensuite quant au projet.

D'un côté des discours, de l'autre, des actes. Soyons clairs, camarades, ce n'est plus la bonne façon de faire ! Tout le monde est pour les 35 heures sans réduction de salaire, la question n'est pas là, et pourquoi se diviser faussement sur ce thème ? La question est : est-ce que nous pouvons, est-ce que nous savons le faire ?

De la même façon qu'il convient d'être exemplaires dans nos pratiques et nos comportements, faire ce que l'on dit et dire ce que l'on fait, il faut veiller à rompre avec cette façon de faire de la politique qui consiste à promettre en gros, la main sur le cœur et le trémolo dans la voix, ce que nous refuserons demain en détail !

Plutôt que de chercher entre nous de faux clivages, sur de fausses questions de principe, on aurait mieux fait d'être moins frileux à propos des lois Pasqua, plus offensifs sur la laïcité, moins en retrait sur les nouveaux droits, l'aménagement du territoire ou la politique européenne, mi-chèvre mi-chou, de M. Balladur !

L'enjeu de notre congrès est simple. Il se résume à une seule question : comment donner une seconde chance à la gauche ? L'élection présidentielle doit être l'occasion pour la gauche, et pour le pays, d'une rupture et d'un recommencement. Rupture avec la politique de régression sociale et démocratique de la droite, cela a été dit, mais rupture aussi avec une certaine pratique du pouvoir qui a provoqué trop de déceptions dans nos rangs et laissé la gauche dans l'état de faiblesse et d'émiettement que tous nous savons.

Je vous le rappelle, Jacques Delors aussi est socialiste ! Et pourtant, chacun le sait, et chacun en est justement troublé, il n'aurait pu signer le texte présenté par le Premier secrétaire et qu'à 92% vous avez approuvé.

Alors, je vous le dis, mes camarades, évitons cette politique aux relents shakespeariens qui conduit chacun à s'interroger, seul à seul avec lui-même, pour savoir s'il est ou non socialiste.

Nous sommes tous socialistes, et la question qui se pose à nous dans les mois qui viennent, ce n'est pas une question existentielle, métaphysique ou morale, c'est une question politique : comment faire pour que demain nos actions soient en conformité avec nos discours ?

Comment faire pour que notre idéal transforme réellement la société vers plus de justice sociale, comment faire pour que le Parti socialiste soit utile à toute la gauche ? Comment agir en socialistes, en socialistes avec un "s", en socialistes au pluriel, en socialistes tous ensemble ?





JEAN-PIERRE BEL

Le sens de l'action politique

Nos divergences se réduiraient donc à l'opposition entre les rénovateurs, apôtres de la modernité, et les archaïques dont le premier d'entre eux serait récemment descendu de ses Pyrénées pour s'occuper des affaires du Parti socialiste.

Il y aurait d'un côté les nouveaux modèles férus de concret et de l'autre les politiques qui ne seraient que des bavards et des irréalistes.

En quelque sorte, pourquoi perdre son temps à des discussions par exemple sur la citoyenneté, si on peut intervenir dans le quotidien des Français par des actions ponctuelles, souples et indolores ?

Par ce travers, rapidement le débat se réduit à la simple gestion des affaires publiques, c'est-à-dire que la technique prime sur le savoir, le savoir-faire sur le projet, et l'expertise sur l'écriture.

Face au renoncement de l'action politique, il ne leur reste que l'ambition du patronage.

La résurgence de la société civile ensuite semble exercer une véritable fascination avec ses personnalités marquantes aussi inconsistantes qu'imprévisibles.

La mode de la société civile me paraît traduire une sclérose de l'imagination politique.

En réalité, tout cela, comme le reste, ne sert qu'à masquer ce qui est l'essence de la politique, qui n'est pas le consensus mais au contraire l'affrontement, l'affrontement non violent des volontés et des intérêts.

Il ne s'agit pas seulement d'éviter de faire du mal, il s'agit de combattre le mal ; il ne s'agit pas seulement de gérer, il s'agit de transformer. La défense de certaines couches sociales serait également dépassée...

Que n'avons-nous pas entendu lorsque nous avons adopté majoritairement à notre dernière convention nationale "Emploi" : "réduction du temps de travail sans baisse de salaire".

Après la mobilisation contre le CIP, la manifestation du 16 janvier pour l'école publique, que constatons-nous aujourd'hui ? Les conflits sociaux mettent en avant la question des salaires, des conditions de travail, des droits : Alsthom, Péchiney, textile-habillement, branches de commerce.

Il faut être clair : nous ne sommes pas seulement avec les salariés par solidarité, nous sommes avec eux parce que nous pensons que la lutte contre le chômage et la précarité passe par l'augmentation des salaires, par la réduction du temps de travail, par le renforcement et l'application du droit du travail qui protègent l'emploi contre les licenciements abusifs et les exclusions.

DIDIER MATHUS

Médias : danger concentration !

L'évolution des médias modernes a déjà modifié le cadre républicain. Elle a déjà changé les équilibres démocratiques, la façon de faire de la politique et, demain, les ruptures technologiques qui s'annoncent vont transformer l'ensemble des rapports sociaux.

La loi Carignon a fait voler en éclats les minces protections qu'offrait la législation pour le pluralisme. C'est une loi de complaisance à l'égard de la plus grande chaîne de ce pays : TF1, qui a ainsi touché les dividendes de son investissement politique.

L'action des socialistes doit s'appuyer sur une conviction essentielle : dans une société moderne, la seule garantie démocratique pour l'informa-

tion, c'est le pluralisme des opérateurs. Un pluralisme qui doit être organisé et garanti par la puissance publique.
La concentration des capitaux dans l'audiovisuel privé a livré ce secteur aux mains d'une poignée d'hommes, au gré des participations croisées et des privatisations. La particularité de ces groupes est d'avoir un pied dans la communication, l'autre dans l'industrie ou dans les services : Bouygues, Générale des Eaux, Lyonnaise des Eaux, Matra Hachette, Alcatel. Ils sont tous, par ailleurs, dépendants de marchés publics dans leur secteur d'activité traditionnel.
La France est le seul grand pays démocratique à avoir choisi -ou subi- ce chemin singulier. A l'instar des autres démocraties modernes qui ont perfectionné les législations anti-trusts, notre action, nos propositions devront s'appuyer sur cette conviction qu'il faut mettre en place des dispositions anti-cartels rigoureuses.
Nous sommes à la veille de sauts technologiques majeurs qui annoncent de grands bouleversements et rendront encore plus indispensables les mesures de sauvegarde démocratique. Je veux parler des autoroutes de l'information, véritable enjeu de société. L'audiovisuel, les médias, ne fabriquent pas des petits pains ou des boulons. Ils fabriquent le lien social. Ils mettent en cause l'identité d'une société. Nous retrouvons là l'opposition séculaire entre les socialistes et les intégristes du marché. C'est à l'Etat de garantir l'intérêt général, de veiller au pluralisme et donc à l'égalité d'accès à l'information.

JULIEN DRAY
Ce que nous ne ferons pas

J'ai vécu comme beaucoup d'entre vous la campagne des élections législatives de mars 93. Expérience que je ne tiens pas à renouveler, du moins dans les mêmes conditions.
Je précise qu'il ne s'agit pas là, pour que les choses soient claires, d'intenter un procès en sorcellerie à l'un d'entre nous. Il s'agit tout simplement de faire un serment. Si nous revenons au pouvoir, si nous voulons gagner à nouveau l'élection présidentielle en juin 95, c'est parce que nous voulons cette fois-ci être définitivement et délibérément fidèles au mandat de ceux auxquels nous aurons effectivement parlé.
Car une campagne électorale, c'est d'abord et avant tout une confrontation politique.
Demain, il nous faudra répondre à un certain nombre d'interrogations, dont celle portant sur l'Europe.
Et nous devrons dire que nous ne ferons pas un pas de plus dans la construction européenne sans l'élaboration d'une charte sociale européenne commune à tous, qui ne s'appuie pas sur les différences des Etats.
Quant à la présidentielle, il ne s'agit pas de créer un attelage impossible entre un candidat qui dirait une chose et un parti qui dirait autre chose. Il s'agit d'accepter la répartition réelle des rôles. Au candidat, effectivement, d'organiser sa campagne. Au candidat, s'il est élu, de chercher à élargir, de chercher à rassembler, mais au parti à exister, à accepter parfois, quand il le faut, de dire non.
Nous n'attendons pas, pour que les choses soient claires, qu'on nous rassure, qu'on nous promette. Nous disons : de toute manière, la seule chose qui comptera, c'est bien celle de savoir si le parti, notre parti, aura la capacité d'avoir son propre programme, sa propre identité ; si désormais il acceptera, s'il le faut, la confrontation, y compris avec les siens lorsqu'ils sont au gouvernement pour leur rappeler les exigences de ceux qui leur ont permis d'y aller.
Voilà la question posée. Et pour que les choses soient encore plus claires, je ne fais aucun procès, je le dis bien, aucun procès à personne ici, mais je ne veux pas qu'on m'en fasse ou qu'on en fasse à un certain nombre de mes camarades.
Oui, je le dis et je le répète, nous ne jouons pas contre notre camp. Nous n'envoyons pas un candidat à l'abattoir avec l'illusion qu'une fois cette période finie, une autre période pourra renaître. Nous pensons que tout doit être fait pour la victoire, mais nous disons au candidat et à ceux qui sont ses plus fidèles soutiens : méditez les leçons du passé, car qui n'a pas de passé n'a pas d'avenir, et nous voulons un avenir pour le Parti socialiste.



ALAIN BERGOUNIOUX
Avoir un souci de cohérence

L'habitude dans un congrès est trop souvent d'alterner des discours qui ne se répondent pas. Je voudrais entrer cependant dans un vrai dialogue pour déterminer ensemble une perspective réelle de réforme.
Henri Emmanuelli exprime une thèse qui se résume simplement : La France s'enrichit, mais elle exclut davantage. La France est en panne essentiellement dans son système de redistribution. La solution réside partiellement dans la réduction de la durée du temps de travail sans baisse de salaire. Une vaste réforme fiscale est nécessaire.
Cette thèse s'inscrit justement dans une perspective historique de réduction du temps de travail. Elle pose deux problèmes. Le premier est de savoir comment distribuer ce temps sur toute une vie. Le second est de savoir comment financer cette réduction nécessaire.
Personne ne peut penser s'en tenir à la revendication sans se préoccuper de sa faisabilité. Personne ne peut non plus parier sur les seuls effets de la productivité.
Dès lors la question se déplace et devient : quelles sont nos priorités en matière de redistribution ? Nous ne pouvons pas séparer la question de l'emploi de celle de la protection sociale .
Le défi est double, trouver des mécanismes de financement durable de la protection sociale dans un cadre de croissance différent de celui des "Trente glorieuses", ensuite, adapter nos entreprises à une économie mondialisée.
Pour ce faire, pour maintenir déjà la protection sociale, nous serons amenés à augmenter les prélèvements sur le capital et à fiscaliser partiellement les dépenses de solidarité. Mais pour financer l'indispensable baisse de la durée du travail, nous devrons aller plus loin, poser les termes d'un vrai contrat social, offrant les arbitrages nécessaires entre l'emploi, les profits, l'ensemble des revenus.
Nous sommes, nous socialistes, d'accord sur les objectifs, nous sommes d'accord sur les moyens. Le bon débat porte en fait sur les priorités redistributives. Les Français veulent l'espoir et la vérité.
Sommes-nous capables de porter ce discours ? Pour ma part, je le crois, je l'espère, car je refuse l'écart qui consisterait à tenir un discours pour le parti et un autre pour le candidat à l'élection présidentielle. Pour replacer nettement notre parti au cœur de la gauche, nous devons avoir un souci de cohérence entre notre projet social et notre stratégie politique.

GÉRARD FUCHS

Reconquérir l'électorat populaire

C'est dans une situation politique assez exceptionnelle et peut-être inespérée que nous réunissons aujourd'hui ce congrès.

Je pense que nous pouvons gagner la présidentielle si trois conditions sont réunies.

1 - Reconquérir l'électorat populaire. Il en est, j'en ai rencontré dans nos débats préparatoires au congrès, que l'idée de virage à gauche a fait sourire. Je leur dis en toute amitié qu'ils ont tort.

Comment peut-on se dire socialiste et accepter cette hémorragie que nous connaissons depuis 1983, d'abord vers le FN, puis vers Tapie, et puis aussi, nous le savons bien, vers l'abstention ?

Je crois que répondre aux interrogations, aux doutes, aux demandes d'un certain nombre de catégories sociales, c'est notre première raison d'être, et retrouver le contact avec ces Français qui ont peur de l'avenir parce qu'ils sont mal préparés à lui, c'est effectivement notre première tâche.

2 - Retrouver une pratique de terrain. Parler des problèmes concrets, des difficultés vécues, cela ne suffit pas, nous le savons bien. Il faut aussi agir, montrer que dès aujourd'hui on peut changer concrètement un certain nombre de choses.

Une section du PS, cela ne doit pas être seulement un lieu de discussion, un lieu de sélection d'élus, cela doit être aussi, à mes yeux, un lieu où l'on identifie les problèmes majeurs de sa commune, de son quartier, de son canton si l'on est dans le monde rural. C'est un endroit où j'aimerais que soit élaboré toujours et systématiquement un plan d'action, avec des priorités.

Enfin il me paraît indispensable de maîtriser les relations entre notre parti et son candidat.

Certains disent qu'il existerait une contradiction entre le fait d'avoir Henri Emmanuelli comme Premier secrétaire du Parti socialiste et Jacques Delors comme candidat. J'ouvre une parenthèse : comme candidat que je souhaite. J'avoue qu'en entendant certains discours, tout à l'heure, je me demandais si certains, qui disaient pourtant aussi le souhaiter, n'essayaient pas d'une certaine manière de le dissuader, ou tout au moins ne risquaient pas de le dissuader. N'est-ce-pas, Jean-Luc Mélenchon ?

J'entends parler parfois même de grand écart. Mais je voudrais dire, avec toute la conviction dont je suis capable, que je crois que ce tandem Emmanuelli-Delors représente en réalité, par sa complémentarité même, une chance.

CHRISTINE PRIOTTO

Le conservatisme du parti

Comment agir en socialistes aujourd'hui pour transformer la société ? C'est ce dont les signataires de la motion 2 veulent débattre.

Dans notre recherche commune de redéfinition du projet des socialistes, le vrai malaise auquel nous avons à faire face, est que nous avons vécu notre évolution comme autant de renoncements, et non comme une expérience génératrice d'approches et d'idées nouvelles.

Nous ne sommes pas de ceux qui culpabilisent d'être socialistes parce qu'ils acceptent de prendre en compte un certain nombre de contraintes économiques et sociales.

Au contraire, nous pensons que l'avenir du socialisme existe dans sa capacité à innover, à inventer, à faire face aux défis de son temps. Sans transiger sur nos valeurs, cela exige, bien sûr, de se libérer du conservatisme qui paralyse notre parti, et aussi de laisser de côté des dogmes qui font de nous des impuissants.

Ce qui importe vraiment aux yeux des Français, c'est de réinventer le projet nécessaire à l'espérance et à la mobilisation.

Notre intention, nous l'avons écrit, n'est pas de diviser. Qui pourrait croire qu'il suffit au Parti socialiste de se mettre en pseudo ordre de bataille -"et que pas une tête ne dépasse"- pour retrouver une crédibilité aux yeux des Français ? Surtout pas nous.

Parce que nous pensons que la synthèse faite sur les orientations politiques de la direction actuelle a fermé la porte à une certaine conception de l'action politique à gauche, nous avons choisi de présenter une motion.

Nous pensons, et c'est un exemple, pour nous très symptomatique des divergences politiques que nous avons exprimées, que la vision de la motion 1 sur la réduction du temps de travail est très insuffisante.

De ce point de vue, la semaine de quatre jours nous semble être l'instrument le plus efficace de lutte contre le chômage et de transformation sociale.

Les socialistes doivent inventer un nouveau projet et une nouvelle démarche de transformation sociale, en faisant fructifier l'héritage qui est le nôtre : inventer le socialisme du présent et du futur.

C'est à ce tournant-là de notre histoire que nous attend le peuple de gauche. Ce n'est qu'à cette seule condition que nous pourrons rassembler toutes les forces de progrès sur un véritable projet de transformation de la société.

DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

Le parti de toute la gauche

En quelques mois, les conditions politiques ont beaucoup changé. D'abord, nous retrouvons un parti rassemblé. Mais plus encore, un des nôtres peut gagner ! Nous l'espérions tous, mais certains avaient mis cette espérance au centre de leur démarche.

Il n'y a en fait que deux positions cohérentes. Ou bien, comme je le fais, nous considérons que ce candidat potentiel correspond à nos valeurs, à ce que nous voulons faire, et nous sommes prêts à le suivre avec enthousiasme. Ou bien, comme Jean-Luc Mélenchon, nous ne cachons pas nos réticences. Mais il n'y a pas de demi-mesure. Il faut être soit sur l'une de ces positions, soit sur l'autre. Je ne crois pas que la direction du Parti puisse se maintenir entre les deux.

Cette élection est évidemment décisive. Je ne veux plus jamais voir de Folembray dans ce pays sans que le Parti socialiste pousse l'ensemble des citoyens à se lever et que, se levant, ils fassent reculer le gouvernement !



La droite reste toujours la droite. En matière économique, sa recette passe toujours par la baisse ou le gel des salaires. Aujourd'hui, la croissance revient lentement.

Il est donc possible d'augmenter progressivement les salaires. Il y a une troisième raison pour laquelle cette élection est capitale : aujourd'hui, le défi des années 90, ce sont les banlieues.

Dans ces banlieues, la cohésion que la gauche a su créer grâce à la protection sociale est en train de se déliter. Là est notre combat.

La question qui nous est posée est simple. Ce n'est pas : comment Jacques Delors peut-il aider le Parti socialiste à retrouver une audience ? La question est : comment le parti socialiste peut-il aider Jacques Delors à gagner l'élection ?

La théorie du râteau (le Parti plus à gauche, le candidat plus au centre) deviendrait complètement idiote si cela devait aboutir au bout du compte à ce que, devant les Français, le Parti critique son candidat ! Il faut que le Parti socialiste, tirant les leçons du passé, accepte de ne plus être un parti hégémonique.

C'est le sens du "parti de toute la gauche". Il y a un ensemble de forces politiques autour de nous, certaines à notre droite, d'autres à notre gauche, d'autres qui ne veulent pas se redéfinir en termes de droite et de gauche (je pense aux écologistes)Il y a un ensemble de forces progressistes qui veulent aujourd'hui faire quelque chose avec nous Eh bien, c'est dans cette direction qu'il nous faut avancer !

DIDIER GUILLAUME

Ouvrir le Parti sur le mouvement social

Je voudrais me réjouir du rassemblement opéré très largement autour de la motion 1 dans nos fédérations. Motion 1 qui réaffirme fortement ce que nous sommes.

Nous allons donc affronter la prochaine élection présidentielle et il nous appartient de préciser notre stratégie politique. C'est notre rôle. Pas de faux débat. Et que l'on ne cherche pas à opposer le parti à l'homme qui le représentera à l'élection présidentielle.

Un parti fort, avec une stratégie claire et des idées fortes, capable de rassembler les électeurs socialistes au premier tour, tous les hommes et les femmes de gauche au second tour. Un parti qui, en définissant son programme, sa stratégie, préparera sa plate-forme pour l'élection présidentielle. Un parti qui, avec Jacques Delors, s'il est candidat, pourra gagner l'élection présidentielle en mai 1995.

Mais nous devons également nous interroger sur notre fonctionnement interne. Notre Premier secrétaire a réaffirmé la nécessaire stabilité de notre parti en remplaçant la juxtaposition de groupes à la direction par un rassemblement sur des idées, formant une direction forte, soudée, sans arrière-pensées, mais avec un objectif commun : renforcer, développer, faire gagner notre parti.

Reconnaissons également que nous devons améliorer nos pratiques et notre fonctionnement interne dans nos fédérations en instaurant plus de démocratie, plus de débats politiques et, surtout, plus de fraternité entre camarades.

Notre parti doit évoluer et se tourner encore plus vers d'autres.

Ces 102 nouveaux membres du conseil national qui composent le quart sociétal apporteront un "plus". Ne nous sclérosons pas, ne nous replions pas sur nous-mêmes, ouvrons-nous vers celles et ceux qui sont des acteurs, syndicalistes, mutualistes, acteurs du mouvement associatif et bien d'autres, en prise avec le terrain, et qui seront pour notre conseil national un enrichissement formidable, un gage de bonne santé et une preuve de volonté d'ouverture et de rapprochement du terrain.



ALAIN VIDALIES

Pourquoi le Parti socialiste a-t-il décidé d'organiser ce congrès ?

A l'évidence, parce que le conseil national du 19 juin avait révélé l'existence de deux lignes politiques ou, pour le moins, de deux approches. Or la motion déposée par Henri Emmanuelli qui concrétise ses engagements du 19 juin a recueilli 92% des voix.

Il est clair que ceux qui, en juin, s'opposaient à cette ligne ont fait l'impasse sur la clarification politique en considérant que ce congrès devait être simplement un passage obligé pour se mettre en ordre de bataille avant l'élection présidentielle. Je souhaite que demain, puisque 92% de militants socialistes ont voté la motion, nous n'entendions plus ici ou là certains, qui aujourd'hui se sont reconnus dans ce texte, venir brouiller le message des socialistes en soutenant par exemple qu'il faudra peut être diminuer certains salaires.

Le vote d'aujourd'hui met fin à la cacophonie qui s'était installée. La réflexion sur notre échec de 1993 n'est pas achevée. Car dans une société qui s'enrichit chaque année, c'est d'abord vers les exclus qui ne participent même plus au processus démocratique, exclus de la société, exclus de la citoyenneté, qu'aujourd'hui nous devons nous tourner. C'est uniquement si ceux-là reviennent à la politique avec la gauche, que la victoire sera possible.

Nous devons être clairs sur ce que nous allons faire après la victoire. Bien entendu, Jacques Delors aura pour mission de rassembler au delà des forces socialistes, probablement au delà de la gauche.

Mais nous, nous avons pour mission de faire que la gauche, toute la gauche, et notamment celle qui nous a abandonnés en 1993, soit présente au rendez-vous. C'est la mission du Parti socialiste.

BARTHÉLÉMY ALCANTARA

Un unanimisme de façade

Nous voici plus de 4.000 à refuser fermement l'inacceptable : le régime avec motion unique, liste unique et la cooptation par une minorité de dirigeants de la totalité des responsables. A dénoncer un unanimisme de façade et le refus d'un débat vital. Cette incroyable peur qui fait, contrairement à toutes nos traditions, assimiler division et démocratie, et que dans notre parti, il est possible de constituer un axe majoritaire, un groupe rénovateur... sans consulter les militants !

Un Parti socialiste doit être pluriel, démocrate, et surtout exemplaire dans son fonctionnement.

Rappelez-vous, chers camarades, les états généraux et cette vibrante exigence d'écoute des militants, de débats et de réflexion, de nécessaire modestie des dirigeants et de la technocratie associée.

Le débat de politique générale, réduit à moins de cinq heures, dénie tout espace d'expression des délégués au bénéfice du défilé habituel des dirigeants.

Je suis ici pour vous expliquer les raisons de notre vote négatif à la commission de vérification des votes. Faire vivre une petite motion contre tous les caciques et l'appareil est très difficile. Fort heureusement, dans une

majorité de fédérations le respect des règles a permis le débat. Naïvement, nous pensions que le peu d'enjeu de ce congrès permettrait un comportement exemplaire, cela n'a pas toujours été le cas :

-Notre motion a été qualifiée de motion "dissidente" ! Où en sommes-nous si, dans ce parti, présenter une motion c'est entrer en dissidence ?

-Absence de présentation, convocations officielles mélangées à un appel au soutien d'une motion, votes à mains levées, etc.

Pour adopter une attitude constructive nous avons déclaré que nous ne contestions pas les résultats globaux du congrès quelles que soient les sanctions prises. Mais sur trois fédérations l'accord n'a pu se faire : dans les Deux-Sèvres, votes de militants adhérents de moins de six mois. Dans les Bouches-du-Rhône et l'Hérault où nous avons émis des réserves sur les votes bloqués de plusieurs sections. Les votes bloqués sont toujours scandaleux mais lorsqu'il s'agit de faire passer une motion de 3,5 % à 2,5 % cela devient carrément ridicule !

Camarades, c'est pour demain que nous nous battons. J'avais dit au conseil national que lorsque les petits jouaient dans la cour des grands, ils prenaient habituellement une râclée, c'est ce qui s'est réalisé mais nous allons bêtement insister.

En commission de résolution, nous demanderons la simple application des statuts, que ce soit pour le vote comme pour la désignation du conseil national et, pour notre part, nous ne penserons jamais que "nous avons juridiquement tort parce que nous sommes politiquement minoritaire" !

Nous y ferons des propositions concrètes sur :

- le cumul des mandats politiques et la nécessaire mobilité ;
- la désignation des responsables au conseil national en reprenant la proposition des 15 secrétaires fédéraux, mais en veillant à un respect de l'équilibre issu du congrès par une péréquation nationale sur l'autre moitié ;
- la parité et les équilibres sociologiques, etc.

"Dire ce que l'on va faire et faire ce que l'on dit" c'est aussi une exigence majeure dans le parti.

Pour terminer, permettez-moi de vous dire qu'en ce qui nous concerne, nous nous sommes réunis plusieurs fois et que nous nous sommes efforcés de désigner le plus démocratiquement possible nos représentants au CN et au BN en veillant à la parité femmes-hommes.

Ainsi, y compris dans notre fonctionnement de motion, nous entendons bien agir en démocrates et en socialistes.

GEORGES LOUISOR

L'Outre-Mer solidaire du combat pour l'épanouissement des peuples

Ce renouveau n'est possible qu'avec une révolution des mentalités à l'intérieur du parti. Que les responsables soient plus proches et plus à l'écoute des militants et que le parti lui-même soit plus attentif aux problèmes et préoccupations des Français.

Le rassemblement des Français que nous devons ambitionner passe par un rassemblement des socialistes sur les valeurs du socialisme et pour cela, la solidarité, l'amour, la fraternité doivent redevenir à l'ordre du jour de notre parti.

Dans cet esprit, l'Outre-Mer doit prendre toute sa place et redevenir une priorité gouvernementale et, dans l'esprit d'un changement en mai 1995, les socialistes doivent être associés à la définition de la politique qui sera appliquée dans ces pays lointains.

Concrètement, au niveau du parti, les décisions prises au congrès du Bourget relatives à l'autonomie de fonctionnement, de stratégie et de programmation, devront recevoir leur application, et un secrétaire national chargé par l'Outre-Mer devra avoir les moyens nécessaires pour agir.

Dans la future action gouvernementale, il faudra mettre en application une politique ambitieuse pour régler le problème du chômage qui frappe durement la jeunesse et dont le taux, variant entre 30 et 40 % de la population active, interpelle nos consciences et suppose un traitement spécial.

La renégociation du traité de Maastricht en 1996, devra être l'occasion de faire intégrer la déclaration sur les régions ultra phériphériques dans le corps même des dispositions afin qu'elle ait toute sa solennité et sa force d'application. Aussi faudra-t-il que les relations des peuples de l'Outre-Mer à l'égard de l'Europe évoluent de l'assistanat au partenariat car chacun a besoin de l'autre pour exister.

D'autant qu'une véritable coopération régionale à partir de ces pays peut contribuer au renouveau du dialogue mondial de même qu'une décentralisation qui, approfondie et nationalisée, peut redonner un espoir à nos peuples pour le bien être de tous.





VINCENT ASSANTE

Exclusion ou citoyenneté ?

En 1967, pour le Ve Plan : les gens sont inadaptés, pas la société.

En 1974, René Lenoir commettait un ouvrage intitulé "les Exclus" et prônait le bénévolat !

En 1975, en partie en réponse aux exigences du mouvement associatif, était votée la loi d'orientation dite "en faveur des personnes handicapées".

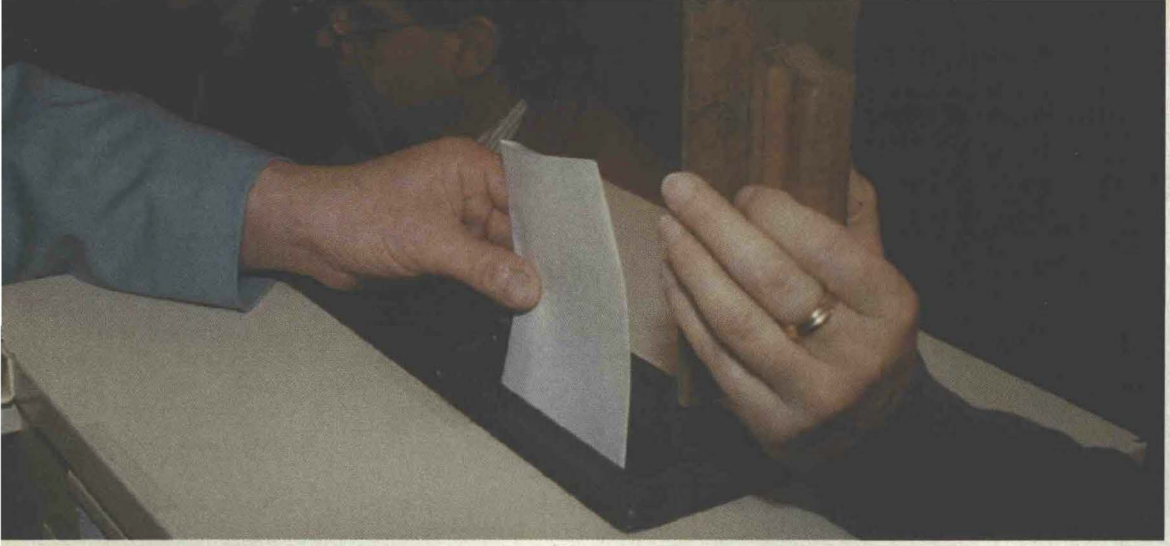
Cette loi a permis de prendre des mesures... mais dans le cadre d'une loi spécifique. Au nom de l'égalité, nous attendions la citoyenneté.

Au nom de la solidarité, nous avons eu un statut particulier.

Dès 1993, la droite remettait en cause le droit à l'AAH pour les personnes atteintes du Sida, tentait de se désengager des CAT.

A présent, sous couvert de réforme des Cotorep, la droite va autoriser les conseils généraux à prendre le pouvoir au sein des Cotorep, leur permettant d'échapper à leur devoir de financement. Ces mesures sont la réalité d'un système dominant, le capitalisme, contraint de remettre en cause tout ce qu'il a dû concéder au cours de décennies de luttes sociales, et notamment le système de protection sociale, frauduleusement appelé Etat-providence.

Nous ne pourrons lutter efficacement contre l'exclusion qu'à partir d'un combat général contre le système dominant, en nous appuyant sur l'immense aspiration à l'égalité et à la justice sociale des populations, en mobilisant le mouvement social tout entier.



MICHEL COFFINEAU
Le bilan des lois Auroux

J'ai fait le bilan des lois Auroux, en 1992, à la demande de Pierre Bérégovoy.

Ces lois ont permis d'élargir les droits des salariés et leur expression directe. Le rôle économique des comités d'entreprise a été beaucoup amélioré et l'on a négocié annuellement au moins sur les salaires.

Cependant, sur ces dix ans, le syndicalisme s'est affaibli. Les délégués, plus nombreux, y ont gagné en compétence mais ils ont distendu les liens avec les travailleurs et ont quasiment disparu des PME.

Un sondage de la Sofres, fin 92, montre que les salariés ont confiance dans leurs délégués et que les relations avec la hiérarchie sont plutôt bonnes.

Mais le groupe le plus important des élus au comité d'entreprise est devenu celui des "non syndiqués".

Nous devons œuvrer pour que les salariés jouent un rôle de plus en plus important dans la gestion de leur entreprise. Certains disent "citoyenneté". Mais il est indispensable qu'un syndicalisme renforcé et représentatif joue le rôle de garde-fou.

Il faut également trouver des formules pour les PME. On peut penser à une structure unique de représentation.

MICHEL RAFFET
Pourquoi l'économie mixte ?

La notion d'économie mixte doit s'étendre aux enjeux du pouvoir économique, aux modes d'organisation du travail et de la participation des salariés à la codécision dans l'entreprise, mais aussi aux besoins de la collectivité nationale dont notre économie a besoin.

Elle doit être un "levier de transformation sociale" dans le cadre d'un projet politique global dont elle constitue la force d'entraînement.

L'Etat, en tant qu'actionnaire, doit assurer ses responsabilités, tant en ce qui concerne le capital que la politique des entreprises nationalisées dont la stratégie sur les plans sociaux, économiques et industriels ne peut se dissocier des orientations de sa politique.

Il faut donc renforcer les moyens de contrôle des résultats par l'autorité de tutelle sur les entreprises qui rentrent dans le champ de l'économie mixte.

Corollairement, le mode de fonctionnement des entreprises dans le partage du pouvoir doit évoluer vers la coresponsabilité. Il faut reprendre l'initiative et proposer : le maintien d'un secteur nationalisé performant - la définition d'une stratégie industrielle sur le long terme.

L'économie mixte doit prendre particulièrement en compte nos relations avec les pays en voie de développement.

Au niveau des échanges mondiaux, nous devons lutter contre le dumping social qui asservit des populations entières et favorise l'esclavage des enfants.

(au nom de la commission nationale entreprise)

FAITES VIVRE LA DÉMOCRATIE...
et réduisez vos impôts ! (*)

Le Parti socialiste a besoin de votre soutien financier pour être à la hauteur des enjeux des prochains mois. Faites vivre vos idées ; mobilisez vos amis, votre entourage,

avant le 31 décembre 1994.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Je verse ..... Francs (Chèque à l'ordre de AFPS)

Je recevrai un justificatif à joindre à ma déclaration de revenus (*)

A renvoyer à : Parti socialiste, 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 07.

(*) Selon les dispositions de la Loi du 15 janvier 1990, ces sommes sont déductibles des impôts.

La promesse de Liévin

Mes chers camarades, je commencerai par des remerciements s'adressant à vous qui venez de m'élire d'une manière claire Premier secrétaire dans des circonstances qui ne sont pas faciles.
Merci à vous toutes et à vous tous.
Merci aussi à la puissante fédération du Pas-de-Calais de nous avoir accueillis.
À Daniel Percheron, son premier secrétaire, à Jean-Pierre Kucheida, le maire de Liévin, et, vous l'avez compris, à travers leur personne, à toutes celles et ceux qui ont travaillé à la réussite de ce congrès.
On s'est beaucoup interrogé sur l'utilité de ce congrès. Il aura au moins une première utilité, celle d'offrir aux Françaises et aux Français, après les deux samedis noirs que leur a présentés la majorité, un samedi rose !

Redonner de l'élan au parti rassemblé

Il nous permet aussi de présenter à nos concitoyens l'image d'un parti rassemblé. Par les temps qui courent, ce n'est pas rien !
Cependant, l'objectif principal que nous nous étions fixés en convoquant ce congrès était de confirmer une orientation politique, de redonner un élan à notre parti en lui permettant de rompre avec les dérives de fonctionnement qui ont été les siennes et de nous mettre en ordre de bataille pour les échéances importantes qui sont devant nous.
Parlons d'abord de la clarification politique.
Je sais que "le coup de barre à gauche"-que je mets entre guillemets car ce n'est pas une expression nouvelle- a pu susciter de légitimes interrogations. Pour moi et, je pense, pour l'immense majorité d'entre vous, il ne s'agit pas simplement d'un slogan ou d'une phrase creuse qui s'inscrirait dans le jeu déjà ancien des positionnements tactiques à l'intérieur de notre organisation.
Ceux qui ont bien lu la contribution que j'avais soumise cet été à votre réflexion, qui ont ensuite débattu de la motion, y ont trouvé certains éléments de réponse.
Il m'a d'ailleurs semblé, à écouter le débat d'hier après-midi, que cela commençait à produire un certain nombre d'effets.

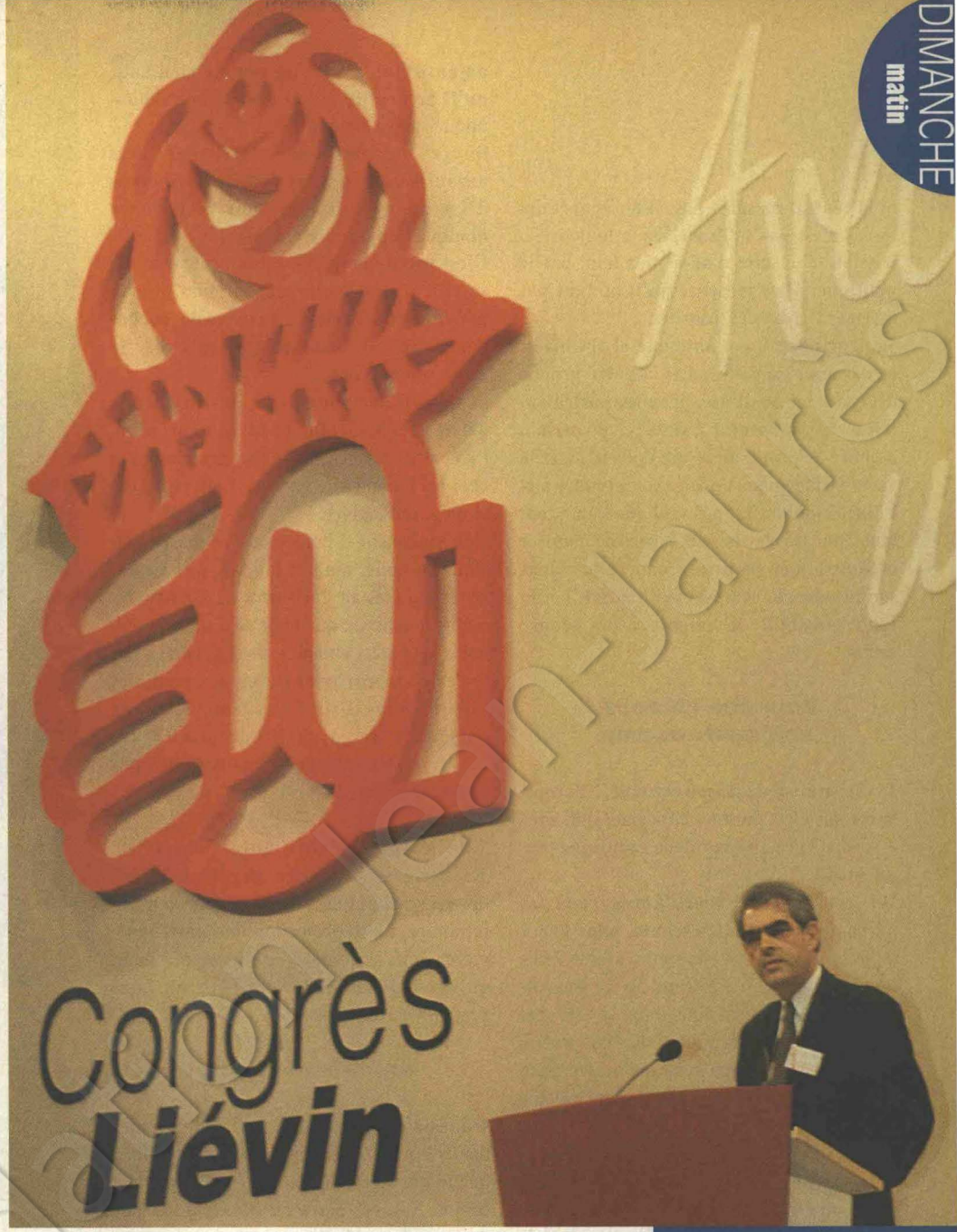
Le libéralisme économique condamne l'avenir

Nous vivons un monde étrange, où l'on ne sait plus ce qui se passe, et encore moins ce qui va arriver.
L'année dernière, au Bourget, Michel Rocard, mon prédécesseur, notait lui aussi l'opacité de l'avenir.
On ne sait pas, on ne sait plus pourquoi les immigrés s'entassent dans les quartiers dégradés au lieu de se répartir harmonieusement dans les quartiers résidentiels.
On ne sait pas, on ne sait plus d'où viennent les "sans-domicile-fixe", et si leur situation a un rapport avec l'exclusion, avec le chômage de longue durée, avec la non-revalorisation des prestations sociales et notamment de l'aide personnalisée au logement.
On ne sait pas, on ne sait plus pourquoi le milieu rural se désertifie, comme si la rentabilité, logique souveraine qui nous gouverne, n'était pas l'explication.
On ne sait pas, on ne sait plus s'il y a un rapport entre la baisse des salaires programmée, le refus de donner le traditionnel coup de pouce au Smic et le coup de frein à la consommation.
Vous comprendrez qu'à ce stade il me vienne un énorme soupçon. Et si, en réalité, il ne s'agissait que d'une grande mystification ? Et si, en réalité, on ne savait pas, on ne savait plus parce qu'on ne veut pas voir, parce qu'on ne veut plus savoir. Parce que voir et savoir impliqueraient de s'interroger sur les causes, s'apprêter à les remettre en cause et par conséquent combattre le libéralisme économique.
Je ne peux pas croire que, pour la première fois dans notre histoire, savoir ne veuille plus dire comprendre et je n'étonnerai personne en vous disant qu'il existe aujourd'hui une logique économique souveraine, un système politique dominant.
Il s'appelle le libéralisme économique, expression que je préférerais remplacer par celle de néo-capitalisme, mais j'imagine les cris que cela pourrait susciter. J'en resterai donc à cette terminologie plus douce et plus traditionnelle permettant de désigner un système politique qui se présente comme une évidence économique.
Ce que veut ce système est parfaitement clair : il s'agit de la remise en cause du compromis entre bien-être social et efficacité économique qui est la marque distinctive de notre société, le produit d'un long combat politique et syndical.
Dès lors, la question essentielle pour nous est celle de notre positionnement par rapport à ce système.
On peut l'accepter implicitement.
On peut aussi le dénoncer et le combattre.

Dénoncer ce système et le combattre

Ce que je vous propose, après y avoir beaucoup réfléchi -et non pas pour sacrifier à je ne sais quel chromosome de l'archaïsme- c'est d'être clair, de dire que nous le dénonçons et que nous sommes prêts à le combattre.
Car, à la réflexion, même si ce système est aujourd'hui dominant, rien n'est pire que la soumission, que la capitulation, que la désertion.
Parce que les rapports sociaux sont souvent des rapports de forces et que lorsqu'on veut obtenir des compromis ou les sauvegarder, il faut combattre.
Parce que cette orientation des socialistes est indispensable au débat démocratique.
S'agit-il d'une position simplement théorique ?
Je ne le crois pas !
Je ne citerai que deux exemples.
Parlons d'abord de la lutte contre le chômage. Non seulement parce que c'est la préoccupation essentielle des Français mais aussi parce que c'est le problème central auquel sont confrontées les démocraties occidentales.

“Ce que nous avons sous les yeux c'est la remise en cause du compromis entre bien-être social et efficacité économique, qui est la marque distinctive de notre société, le produit d'un long combat politique et syndical. Dès lors, la question essentielle pour nous est celle de notre positionnement par rapport à ce système.”



Sur ce sujet, nous avons déjà beaucoup travaillé, au congrès du Bourget et à la convention de Cergy-Pontoise notamment.
La totalité des propositions ou des réflexions que nous avons faites restent utiles. Nous n'avons pas à revenir dessus. Nous avons peut-être à clarifier quelques détails. Mais après la convention sur l'emploi, il me semble que les socialistes avaient réussi à rassembler leurs points de vue, à réduire leurs différences notamment sur le sujet de la réduction du temps de travail à 35 heures sans baisse de salaire.
Je rappelle au congrès que cela ne fait jamais que la troisième fois que les militants socialistes se prononcent sur le sujet et je voudrais que l'on cesse, à ce propos, de se complaire dans le malentendu.

Redistribuer la richesse

Je n'ai jamais dit, et vous ne le trouverez nulle part écrit, que la réduction du temps de travail à 35 heures sans baisse de salaire était une recette miracle contre le chômage. J'ai même toujours dit l'inverse.
En revanche je répète, pour celles et ceux qui auraient du mal à comprendre, que la réduction du temps de travail, sans baisse de salaire, c'est tout simplement un problème de redistribution de la richesse produite.
Que celles et ceux qui ne partageraient pas ce point de vue veuillent bien m'expliquer -je le demande depuis deux ans- pourquoi, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, les gains de productivité dus au progrès scientifique et technologique, c'est-à-dire le fait que l'on produise davantage de richesses avec de moins en moins de gens, devraient aller en totalité à l'actionnaire et rien aux salariés ?
Ou alors, qu'on ose dire que la réduction du temps de travail n'est qu'une modalité sophistiquée pour faire accepter la baisse des salaires.
Lutter pour l'emploi c'est travailler à une relance économique, définir la politique industrielle que ce pays n'a pas, préciser des modalités d'organisation du travail, les adapter à la technologie moderne.
Mais il faut aller plus loin et, dans ce cadre, que veut dire "aller plus loin" ?
Aller plus loin, c'est expliquer, non pas aux seuls socialistes mais aux Français, que ceux qui prétendent que l'on fera reculer le chômage simplement en retrouvant un certain niveau de croissance économique leur mentent.
Ces moyens ne suffisent pas parce que la maladie est plus grave.
Le moment est venu de dire que la lutte contre le chômage et la lutte contre les inégalités, c'est l'avers et le revers d'une même médaille, parce que pour faire reculer le chômage, il va falloir financer des emplois.

> "Il va falloir prélever, redistribuer, mais aussi et surtout retourner à des mécanismes de régulation : imposer le travail si l'incitation ne suffit pas, réglementer, légiférer ou bien -et ce serait ma préférence- négocier."

Il faut pour cela opérer des prélèvements. On tombe donc sur un énorme problème de redistribution. Dire cette vérité, c'est cela la spécificité des socialistes. C'est ce qu'ils peuvent apporter de plus et de particulier dans cette lutte contre le chômage.
Pour cela, le moment est venu de restaurer le volontarisme en politique.
Il va falloir prélever, redistribuer, mais aussi et surtout retourner à des mécanismes de régulation : imposer la création de travail si l'incitation ne suffit pas, réglementer, légiférer ou bien -et ce serait ma préférence- négocier.

Au troisième jour du débat, il revenait au Premier secrétaire de conclure.
A la tribune de Liévin, devant les délégués des fédérations, devant les auditeurs et les milliers de militants qui les avaient rejoints, devant les délégations étrangères et la presse, Henri Emmanuelli choisit de laisser de côté le discours qu'il avait préparé.
Il lui fallait parler des doutes, des déceptions et des défaites. Il parla d'espoir, d'avenir et de victoire.
Il parla du parti et de son candidat.

Fondation Jean-Jaurès

Si le contrat ne suffit pas, si le rapport des forces n'est pas suffisant, il y a toujours la possibilité ensuite d'aller plus loin, par le politique. Mais je pense qu'il ne faut pas inverser l'ordre des priorités.

Je demanderai, cet automne et cet hiver, aux commissions du parti, à notre groupe d'experts et aussi aux groupes parlementaires, de commencer à élaborer un certain nombre de propositions qui doivent avoir la vertu pédagogique de faire comprendre aux Français qu'il n'est pas vrai que l'on a tout tenté, que les choses sont écrites de manière définitive, que pour la première fois dans son histoire, le genre humain aurait perdu toute possibilité d'action sur son propre destin.

Pour que l'Europe soit notre avenir

Je choisirai un deuxième exemple, l'Europe, parce que c'est un sujet important qui, nous le savons, sera au cœur de la campagne présidentielle.

Les socialistes sont pour l'Europe, non pas parce que c'est une nécessité, mais parce qu'ils croient que là réside notre avenir. Mais tout en étant pour l'Europe, ils ne peuvent ignorer qu'aujourd'hui, dans la tête des Françaises et des Français, l'idée européenne recule, y compris chez ceux qui avaient voté "oui" il n'y a pas si longtemps, ce qui est plus problématique.

Les raisons de ce recul, nous les connaissons, nous les avons d'ailleurs répertoriées dans notre motion : le déficit démocratique, l'attente vaine de cette subsidiarité qui était au cœur du débat, la pléthore de règlements bruxellois qui s'abattent sur les parlements nationaux. L'affaire Hoover également a fait grand dommage.

Alors que veut dire aller plus loin en matière européenne ? A l'orée de 1995, cela signifie que le moment est venu de dépasser le compromis politique sur lequel repose l'Europe depuis trente ans. Il est temps de mettre fin au consensus entre sociaux-démocrates et démocrates chrétiens qui a été le mode de gestion de l'Europe pendant trente ans.

Car ce mode de gestion trouve aujourd'hui ses limites. Que l'on me comprenne bien. Il a été d'une très grande utilité et, sans lui, vraisemblablement, l'Europe n'aurait pas vu le jour, ne se serait pas développée. Mais croyez-vous que nous puissions continuer longtemps à faire des campagnes électorales où nous disons : "L'Europe de ceux qui travaillent, c'est l'Europe de gauche" si au lendemain des élections européennes, à Bruxelles, à Strasbourg, nous nous retrouvons dans un compromis dont il est évident aujourd'hui, sauf à ne vouloir rien voir, qu'il ne profite qu'au libéralisme économique et à sa logique ?

Si je me permets d'affirmer cela aujourd'hui, ce n'est pas dans un accès d'irresponsabilité ou pour rechercher quelques applaudissements dans la salle. C'est parce que je me suis entretenu de ce sujet il y a moins de quinze jours avec le président du Parlement européen, social-démocrate allemand, et qu'il m'a dit "Je pense comme vous".

Si nous n'arrivons pas à positionner le débat gauche-droite au niveau européen, l'idée d'Europe reculera chez les femmes et chez les hommes de gauche. Cela représente un grand danger.

Non seulement il faudra que ce débat politique se noue, mais il faudra, mes camarades qui êtes au Parlement de Strasbourg, moins nombreux que nous ne l'aurions souhaité, que vous obteniez aussi quelques victoires pour que nous devenions crédibles lorsque nous dirons aux femmes et aux hommes de ce pays : "l'Europe est votre avenir, et de cet avenir, vous n'êtes pas exclus, la preuve !"

J'aurais pu choisir d'autres exemples. J'aurais pu vous parler du rôle de l'Etat, des services publics, de l'aménagement du territoire, de la protection de l'environnement. Je n'ai jamais, cru pour ma part, qu'une majorité de droite pourrait faire progresser ces sujets .

Défendre la laïcité

J'aurais pu aussi vous parler de thèmes moins liés à l'économique et au social, de la laïcité par exemple. Nous tenons tous à la laïcité. Non pas parce qu'elle est un dogme -les socialistes n'ont pas de dogme, le socialisme n'est pas une religion- mais parce que c'est une valeur essentielle de la République qui a un contenu réel. La laïcité c'est la liberté de conscience, l'égalité des chances, l'intégration républicaine.

La laïcité aujourd'hui est menacée dans ses principes. Malgré les efforts financier et qualitatifs considérables qui ont été accomplis par les gouvernements de gauche, nous savons bien que l'enjeu de la laïcité se joue aussi dans ces collèges, ces lycées de banlieue où il devient difficile d'enseigner, d'apprendre. Cela va nécessiter de nouveaux efforts.

> “Que veut dire aller plus loin en matière d'Europe ? Cela signifie que le moment est venu de mettre fin au consensus entre sociaux-démocrates et démocrates chrétiens.”



Je conclurai ce chapitre sur l'orientation en vous disant ma conviction qu'être socialiste c'est restaurer le volontarisme, c'est revenir à la politique, et donc compter à nouveau sur le rôle de l'action publique.

Etre socialiste, c'est reprendre à notre compte l'aspiration à l'égalité, dont on me dit qu'elle serait derrière nous, mais dont j'ai la conviction qu'elle va redevenir très forte, à mesure que la régression sociale va creuser ses effets, que l'exclusion va croître, que le chômage, si j'ose dire, va "progresser", et que va s'agrandir le fossé qui se creuse entre certaines catégories de Français.

Etre socialiste, c'est reparler du contenu réel de la liberté. Nous défendons les droits de l'homme, en France et au delà. Les socialistes, tout au long de l'été, de l'automne, n'ont pas manqué de dénoncer la politique sécuritaire de M. Pasqua et sa chasse au faciès. Il n'y a aucune timidité de notre part sur ce sujet, aucune ambiguïté. Il est vrai, en revanche, que notre message a du mal à passer, que notre voix porte peu, car vous savez que nous sommes dans un système où il ne suffit pas de parler, encore faut-il que les amplificateurs se mettent en route.

Cependant, je me demande quelle est l'impression d'un sans-domicile-fixe, qui a froid et qui a faim, quand on lui explique qu'il a le privilège de vivre dans la plus vieille démocratie du monde, et qu'il est protégé par les droits de l'homme. Etre socialiste, c'est aussi considérer qu'il y a dans le monde des milliards de femmes et d'hommes qui vivent, malheureusement comme des sous-catégories humaines.



> “Les Assises de la transformation sociale ont été une excellente chose. Nous pouvons le vérifier aujourd'hui dans les rencontres bilatérales que nous avons avec un certain nombre de mouvements qui y ont participé. Le chemin accompli aidera aux accords pour les municipales.”

C'est réapprendre la signification du mot “solidarité”. Réclamer les mécanismes d'une solidarité effective, d'une coopération réelle, car même s'il est admirable, l'humanisme ne suffit pas.

Etre socialiste enfin, c'est tout simplement contester l'ordre naturel des choses, c'est considérer que la vie n'est pas matière à subir, mais qu'elle est matière à créer.

J'en viens au second point : est-ce que pour qu'il y ait des socialistes, il faut qu'il y ait un Parti socialiste ?

La question peut vous étonner, mais elle a été posée et elle l'est encore régulièrement.

J'ai entendu parler dans nos rangs de “secte agonisante”, d'organisation à bout de souffle. C'est un jugement de valeur, chacun a droit au sien et l'exerce en conscience.

La question en réalité ne se pose pas.

Le Parti socialiste est la composante essentielle de la gauche. Il n'y a pas de recomposition à gauche possible sans le Parti socialiste.

J'observe d'ailleurs que, dimanche après dimanche, les candidats de cette “secte agonisante” sont les challengers du candidat de droite et qu'il leur arrive de gagner. Et j'espère que ce sera le cas ce soir à Decazeville.

Donc la question ne se pose pas.

Le parti que nous voulons construire

Mais la question qui se pose, en revanche, est : quel parti voulons-nous construire ?

D'abord -j'y ai fait allusion en commençant mon propos- un parti qui arrive à surmonter ses dérives.

Un parti qui retrouve le goût du débat.

Un parti qui arrive à rompre avec les excès des courants tels qu'ils se sont constitués lors de ce malheureux congrès de Rennes, et que nous avons ensuite perpétués à travers tous nos congrès.

Nous savons toutes et tous que nous avons touché les limites de ce système. Je remercie d'ailleurs, à cette tribune, les militants mais aussi les responsables qui l'ont compris.

Déjà les choses ont changé. Puis-je vous faire observer que c'est le premier congrès du Parti socialiste, depuis longtemps, où je n'ai pas entendu d'appel à la tribune pour des réunions de courants ? Je crois que le processus pour un état d'esprit nouveau est en marche.

Je tiens à dire que si, lors de notre conseil national de synthèse, j'ai parlé d'axe majoritaire, si j'ai parlé de pôle de renouveau, ce n'est pas avec la volonté de créer à l'intérieur du parti une frontière entre les uns et les autres, c'est tout simplement par réalisme, parce que j'ai constaté que, dans les années passées, l'unanimisme ne suffisait pas à garantir la stabilité. Il fallait donc, par défaut, créer les conditions de cette stabilité.

Mais nul n'est exclu a priori de cet axe de renouveau. Toutes celles et tous ceux qui voudront s'inscrire dans un pacte de confiance avec loyauté et sincérité dans la reconstruction du parti, y trouveront leur place.

Ouvrir et organiser le débat

Ce congrès a été, de ce point de vue, à mi-chemin de ce que je souhaitais. C'est pourquoi je remercie les camarades de la motion 2 qui, en déposant un texte, ont permis qu'il y ait un minimum de débat.

Qu'ils sachent bien que loin de m'inquiéter, leur démarche m'est extrêmement sympathique.

J'ai réclamé, tout au long de l'été, le débat. Si je me suis rallié, au conseil national, à l'idée de la synthèse, c'est, vous le savez pour d'autres raisons auxquelles la conjoncture n'est tout de même pas étrangère et dont je parlerai, bien entendu, dans un instant.

Il faut donc ouvrir le débat à tous les niveaux avec des conventions nationales. Je propose que le parti en tienne une, dans le courant du premier trimestre 1995, sur l'immense sujet de la protection sociale, parce que ce sujet-là aussi sera au cœur du débat qui vient.

Cela ne suffira pas. Il faut renouveler, voire accélérer, amplifier -je ne fais de procès à personne- la tenue de colloques, la publication de livres blancs à soumettre aux fédérations. Et puis aussi, pourquoi ne pas organiser le débat de manière décentralisée ? Lorsque les nouveaux premiers secrétaires fédéraux seront élus, je les rassemblerai non seulement pour leur demander de faire une campagne d'adhésion qui me paraît s'imposer, mais aussi pour savoir qui parmi elles et parmi eux est candidat à organiser le débat, sur la drogue, sur le Sida, sur tous les sujets qui préoccupent quotidiennement les Français.

Pourquoi une fédération ou des fédérations, avec le soutien, si elles le souhaitent, de nos experts ou le renfort de nos commissions, ne prendraient-elles pas l'initiative ? Pourquoi attendre toujours tout du sommet ?

Il faut avoir un débat ouvert sur les autres, notamment les autres composantes de la gauche. Les Assises de la transformation sociale ont été une excellente chose. Nous pouvons le vérifier aujourd'hui dans les rencontres bilatérales que nous avons avec un certain nombre de mouvements qui y ont participé. Le chemin qui a été fait dans leur tête et dans la nôtre facilitera un certain nombre d'accords pour les municipales.

Pour commencer : le quart sociétal

Je me félicite aussi que nous mettions en place, à l'occasion de ce congrès, le quart sociétal.

Nous avons souvent exprimé la nécessité de faire bouger les structures. Cela n'a pas été souvent suivi d'effet. Dans le futur conseil national siégeront 102 membres, qui ne seront pas élus sur la base de la proportionnelle mais par des commissions exécutives régionales, par les secteurs du parti et, pour 8 d'entre elles ou d'entre eux, par le secrétariat national. Il y aura donc 102 membres représentatifs de secteurs de la production, des syndicats, des milieux associatifs, coopératifs ou mutualistes.

Il n'est pas question que ce quart sociétal devienne la liste de rattrapage du conseil national.

Il s'agit d'une étape importante que nous devons faire vivre. Je vous prie de considérer et de croire que ce n'est pas une réforme pour solde de tout compte, mais que c'est seulement le début de quelque chose.

Avant de conclure sur le parti, deux points encore.
Nous sommes dans une situation financière difficile, vous le savez toutes et tous. Dès le 15 décembre, la nouvelle direction fera publiquement une proposition d'apurement de notre situation financière, publiquement parce que nous n'avons rien à cacher. Nous ferons évidemment appel à votre solidarité et, de manière un peu plus marquée, à celle de nos élus. Mais il nous faudra aussi, si nous voulons surmonter les difficultés présentes, revoir notre organisation centrale pour adapter nos besoins à nos ressources. Aujourd'hui, le problème est que le niveau de nos dépenses et des dettes accumulées ne correspond plus à nos ressources.

Une direction homogène pour nous mettre en ordre de bataille

Le dernier point concerne la direction.
J'ai parlé de direction homogène et je le répète devant ce congrès. Mais homogène cela ne veut pas dire monocolore. Ce n'est pas non plus un terme d'exclusion. Cela veut dire des femmes et des hommes qui s'engagent loyalement, sur une orientation politique claire, à servir les idées du parti plutôt que des carrières.
C'est un pari osé. Je sais que c'est plus facile à dire qu'à faire. Je ne vais pas refaire la nature humaine à moi tout seul. Mais sachant ce qu'a pu être dans les années passées votre irritation, pour ne pas dire votre exaspération, il me semble que je tiens de ce congrès un mandat sérieux pour le faire.
J'en viens au dernier point de cet exposé. Nous avons, troisième objectif de ce congrès, à nous mettre en ordre de bataille pour les échéances futures. Ces échéances sont importantes. Les municipales, la présidentielle, les sénatoriales à l'automne et, j'espère, des législatives : ce n'est pas rien ! Cela concerne quasiment tous les niveaux de pouvoir.

Les municipales : réduire les fractures

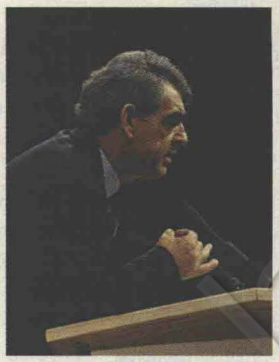
D'abord les municipales. Nous partons d'un résultat élevé en 1989. Il a même été le plus élevé de notre histoire. A l'époque nous avons bénéficié de notre bonne santé et puis aussi de quelques triangulaires, de quelques quadrangulaires. Ce ne sera donc pas facile !
Pas facile, parce que le vilain M. Pasqua et le bon M. Balladur ont sérieusement chahuté le calendrier et la chronologie en reportant ces élections après la présidentielle.
Difficile aussi parce que, parfois, les socialistes sont divisés sur le terrain. Je le dis avec une certaine gravité : dans les semaines qui viennent et avec les membres de la nouvelle direction, je m'emploierai à essayer de réduire ces fractures qui pourraient devenir dangereuses.

> « Nous allons préparer les élections avec l'ensemble de la gauche, en recherchant l'accord et l'alliance avec nos alliés traditionnels, le Parti communiste, les radicaux, avec aussi tous les mouvements qui ont participé aux Assises de la transformation sociale. Avec ceux qui n'y étaient pas et qui souhaiteraient être avec nous dans ce combat. »

Ayons la responsabilité les uns et les autres, ou de patienter ou de savoir passer le relais. Ayons avant toute chose le souci de gagner.
Nous allons préparer les élections, comme nous l'avons toujours fait, avec l'ensemble de la gauche, en recherchant l'accord et l'alliance avec nos partenaires traditionnels, le Parti communiste, les radicaux, avec aussi tous les mouvements qui ont participé au processus des Assises de la transformation sociale. Avec ceux qui n'y étaient pas et qui souhaiteraient être avec nous dans ce combat.
C'est la raison pour laquelle nous avons repris contact avec le Parti communiste mais aussi avec d'autres mouvements. Je peux vous dire que, pour l'instant, cela fonctionne plutôt bien. Si quelqu'un ou quelqu'une pense que ce n'est pas la bonne méthode, qu'il nous explique comment il faudrait faire.
Vous aurez, pour discuter avec vos partenaires, un document intéressant qui est le Manifeste municipal de la FNESR, qui vous permettra d'engager une discussion sur le fond. Toutes celles et ceux qui voudront s'inscrire dans cette logique de l'approfondissement de la démocratie locale, dans cette logique de la solidarité qui doit être la nôtre, seront les bienvenus.

La présidentielle : une plate-forme fondée sur nos principes

Vous me direz : et les effets de la présidentielle ?
On peut soutenir tous les points de vue. On peut soutenir qu'elle aura un effet de souffle et que les Français confondront le président de la République avec le maire ; l'Elysée avec l'hôtel de ville. On peut au contraire se dire que, vraisemblablement, ce ne sera pas le cas. Comme d'habitude, la vérité sera sûrement quelque part entre les deux. Je ne suis donc sûr de rien ! Je ne suis sûr que d'une chose : c'est que, dans tous les cas de figure, les commentaires sont déjà prêts.
Mais, si nous pouvions gagner la présidentielle, cela nous aiderait sans doute !
C'est d'elle dont je vais vous parler pour terminer. Cette présidentielle omniprésente, qui, comme la télé, rend fou... à droite !
Je l'évoquerai en reprenant l'ordre chronologique d'un été, d'un automne particulièrement chargés sur le sujet.
Il y a d'abord eu, la théorie de l'impasse. Le Parti socialiste était désormais entre les mains d'une poignée de femmes et d'hommes qui n'avaient qu'un souci, faire



l'impasse sur la présidentielle afin, sans doute, de pouvoir se vautrer dans les paradis de l'opposition auxquels ils aspireraient.
Je ne sais si c'est parce que j'ai dit qu'en politique une impasse était toujours une tombe, mais toujours est-il qu'on ne nous en parle plus.
Je crois qu'en réalité l'explication est plus simple. C'est que, dans le monde où nous vivons, un sujet chasse l'autre et, de même qu'un sujet chasse l'autre, une théorie chasse l'autre. La théorie du grand écart, qui n'a pas que des avantages, a eu au moins celui d'enterrer la théorie de l'impasse. Donc exit la théorie de l'impasse !
Venons-en à la théorie du grand écart. Quand est-elle apparue ?
Elle est apparue au début du mois de septembre avec les premières feuilles mortes. Lorsque l'un d'entre nous, depuis peu puisqu'il n'est socialiste que depuis vingt ans et qui occupe actuellement une fonction éminente (je crois qu'il s'agit du président de la Commission européenne), s'est mis à gravir la "côte" de popularité, jusqu'à un seuil où l'on peut imaginer, sans être déraisonnable, qu'il est en capacité de départager de manière claire nos "deux amis de trente ans" !

La théorie du grand écart

A partir d'un certain moment, c'est sur cette pente qu'est apparue la théorie du grand écart. Elle est, dans certains commentaires, très simple :
- ou bien le Parti socialiste, pour ne pas gêner le candidat potentiel, entrait immédiatement en hibernation, pour ne pas dire en voie de disparition, autrement dit se soumettait,
- ou bien le candidat potentiel allait prendre les jambes à son cou, effarouché, et ne pas l'être.

C'est shakespearien ! Il s'agit d'une question existentielle de part et d'autre.
Dans cette affaire, il n'y a d'ailleurs de cadeau pour personne.
Il est évident que cette théorie est ridicule.

Tout cela est ridicule parce que, d'abord, l'homme dont il est question est membre de notre parti depuis presque aussi longtemps que moi, à un an près. Nous sommes nombreux, parmi les éminences naufragées, à avoir siégé à ses côtés dans un gouvernement !

Parce que ce n'est pas d'hier que Jacques Delors, pour ne pas le nommer, occupe une place à part dans le Parti socialiste et que, contrairement à ce que j'entends, à ce que je lis ou ce que je vois, cela ne lui a pas valu l'aversion de ses militants. Il me semble au contraire qu'il est devenu ministre des Finances, puis président de la Commission européenne. Je serais tenté de dire : si je pouvais avoir le même destin, de grâce, qu'on m'en veuille !

Le petit jeu qui consisterait à commencer par faire le décompte des différences est donc stupide.

Le candidat et le parti

C'est également ridicule parce que, s'il était candidat, l'homme dont nous parlons ne serait pas candidat à être Premier ministre, pas plus qu'il ne serait candidat au poste de Premier secrétaire du Parti socialiste... sauf à refaire un congrès dans quelques mois !

De quoi s'agit-il ? Il s'agit de l'Elysée. Il s'agit de la présidence de la République.

Or je pense que nos institutions évoluent et qu'elles évolueront encore.

Le prochain président de la République ne sera pas son prédécesseur (je ne parle pas des personnalités, je parle du rôle, bien entendu), pas plus d'ailleurs que l'actuel président de la République n'est tout à fait dans le même rôle que ses prédécesseurs. Vous observerez que, depuis le début de la Ve République, la fonction du président de la République n'a cessé d'évoluer d'une conception, qui était la sienne à l'origine, extrêmement rigide, je dirai quasi monarchique, vers une fonction plus arbitrale.

Ce que les Français attendent du président de la République, me semble-t-il, ce sont des garanties sur l'essentiel, sur la sécurité du pays, sur la place et l'image de la France dans le monde, sur le fonctionnement des institutions, sur le fonctionnement de la démocratie. Ils attendent évidemment aussi des indications sur la direction qui sera empruntée par les candidats. Ils veulent savoir, par exemple, si le candidat qu'ils porteront à l'Elysée est un partisan sincère de la solidarité ou si, au contraire, comme MM. Chirac et Balladur, il considère que la solidarité n'est qu'un sous-produit de l'économie.

C'est la raison pour laquelle le Parti socialiste doit avoir une plate-forme présidentielle récapitulant ses principes essentiels et ses grandes orientations. Dès lors, je ne vois pas pourquoi, sauf à vivre sur un quiproquo vieux de vingt ans, il y aurait des écarts et, a fortiori, un grand écart entre le Parti et son candidat.

Et le parti dans tout cela, me direz-vous ?

Le parti, comme le candidat, doit rester lui-même. Le parti, comme son nom l'indique, est partisan. Il n'a pas vocation à rassembler tous les Français, ni même (pardonnez-moi ce geste de modestie) la totalité de la gauche même s'il n'est pas interdit de rêver.

Le parti doit développer sa réflexion, ses propositions. Il doit travailler à l'élaboration d'un programme législatif car j'espère que, si nous gagnons cette bataille présidentielle, il y aura des élections législatives.

Tel est le schéma que j'ai dans la tête. C'est celui-là et pas un autre. Un schéma qui ne me paraît ni impossible, ni improbable, mais souhaitable, et qui me permet à ce stade de m'exprimer avec une certaine liberté.

Je n'ai pas qualité à choisir à votre place le candidat que soutiendra le Parti socialiste. J'ai dit, depuis le début, et je tiendrai parole, que les militantes et les militants socialistes choisiront, le moment venu. Ce qui implique, outre la plate-forme présidentielle, une procédure et un calendrier de désignation, qui n'est pas arrêté à ce jour mais dont je pense qu'il devrait se situer quelque part dans le courant du mois de janvier. Vous comprendrez qu'éventuellement quelques ajustements pourraient s'avérer nécessaires...

Je n'ai donc pas qualité à choisir à la place d'autres.

Mais, harcelé comme je le suis depuis plusieurs mois sur mon souhait, je vais répondre !

Je vais le faire là où je devais le faire, c'est-à-dire devant vous.

Je m'adresse à Jacques Delors, au nom d'une très large majorité d'entre vous.

Je lui dis :

Jacques, lundi dernier, en t'adressant aux Français, tu leur as dit : "Si je devais être candidat, ce serait par devoir". Eh bien ! Je pense avoir le droit de te dire, au nom de la majorité des socialistes, que c'est ton devoir ! C'est ton devoir, non pas envers les socialistes, mais c'est tout simplement ton devoir envers les Français, envers la jeunesse qui attend, envers celles et ceux qui souffrent et qui souffriront sans doute davantage si nous perdons cette bataille, envers les chômeurs, envers les exclus, envers ceux qui craignent de le devenir. C'est ton devoir envers l'Europe qui hésite. C'est ton devoir envers tous ces Français et ces Françaises qui pourraient, dans l'hypothèse où la droite qui nous gouverne ferait sauter le dernier verrou de la solidarité, c'est-à-dire celui de l'Elysée, craindre le pire.

Voilà ce que vous trancherez, après que Jacques Delors lui-même, dont je respecte, comme vous toutes et vous tous, la liberté de choix, aura lui aussi tranché.

Vous comprendrez que, pour terminer, en cette toute dernière minute du congrès de Liévin, mes pensées aillent vers celui qui nous a rendu visite hier, vers François Mitterrand. Pour lui dire simplement que nous avons été honorés et émus de sa venue à Liévin que nous avons organisée de manière à concilier les charges de sa fonction avec l'amitié retrouvée qui est la nôtre, pour lui dire donc tout simplement merci, pour lui dire courage, et pour lui dire : Monsieur le président, la promesse de Liévin sera tenue !

Je demande à Laurent Fabius, à Lionel Jospin et à Pierre Mauroy, qui sont dans la salle, de venir à la tribune.

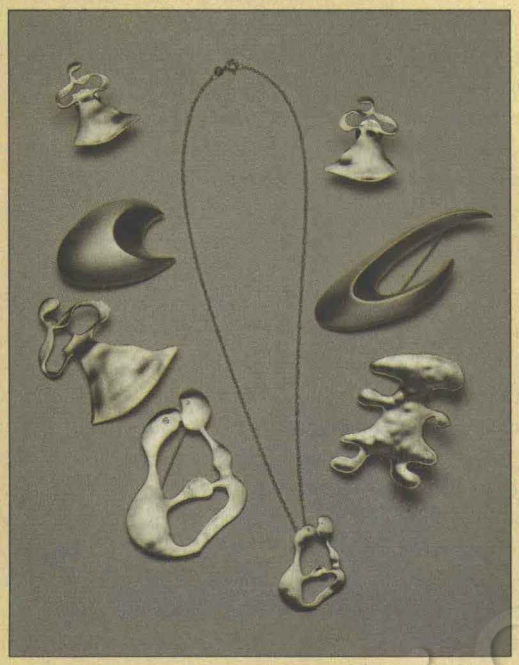


Fondation Jean Jaurès

BOUTIQUE DU CENTRE GEORGES POMPIDOU

Pour vos cadeaux, vous y trouverez une large sélection de produits originaux parmi les plus belles créations de design.

450 produits : arts de la table, maison décoration, jouets, papeterie, bijoux, tee-shirts, foulards,...**de 6 à 6.100 F**



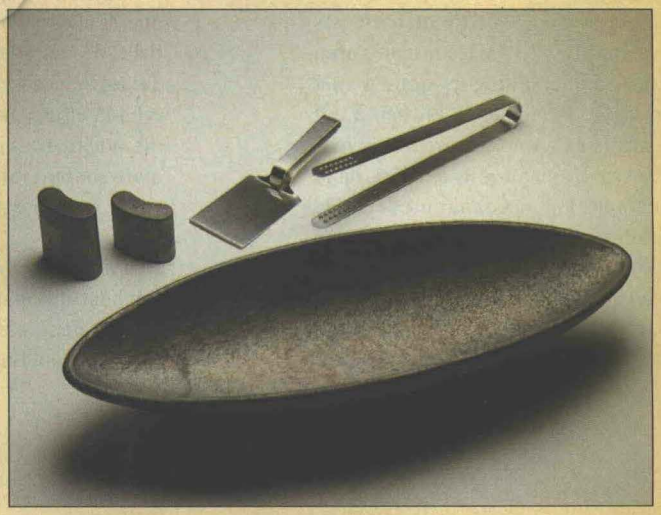
Bijoux en argent d'après MIRÓ :
- *Broches : **950F** (la pièce)*
- *Pendentif avec chaîne : **370F***
- *Boucles d'oreilles : **900F***

- *Établi en bois : **240F***
- *City phone, téléphone : **65F***
- *Boîte de lettres magnétiques : **180F***
- *Toupie "Saturne" : **130F***





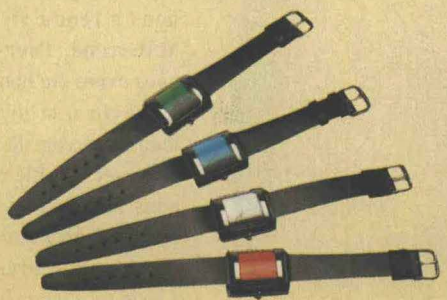
- *Saladier verre soufflé par Ulrika VALLIEN : **680F***
- *Assiette à dessert par Ulrika VALLIEN : **180F***



- *Coupe en céramique par Keith MUNRO : **940F***
- *Salière et poivrier céramique par Keith MUNRO : **220F***
- *Pelle à lasagnes ou à poisson : **190F***



- *Vittel par Peter COOK : **16F***



- *Montres Twin par Tomas LOOSLI : **1380F***

Localisée sur la Galerie des Brêves du Forum (entrée rue du Renard), la Boutique est ouverte tous les jours, sauf le mardi : de 12h à 21h30 (en semaine) de 10h à 21h30 les week-ends et jours fériés.

Collection Fondation Dubuffet